

Djezzy s'allie à Armonika pour développer le cloud souverain P4

L'EXPRESS

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION

Mercredi 26 août 2026 / N° 1410 / PRIX 20 DA



Lutte anticorruption

L'ÉTAT DÉPLOIE SES ARMES NUMÉRIQUES

Un programme de sensibilisation et de formation à la prévention de la corruption doit être déployé au profit des fonctionnaires aux niveaux central et local. P3



JABAROOT MET À NU LES FICHIERS DE LA SÉCURITÉ MAROCAINE : LES NOMS DE 70 000 ESPIONS DÉVOILÉS P2



Renouvellement du parc national de transport
**DE NOUVEAUX BUS
POUR 16 WILAYAS** P5

AGRA 2026 : l'Algérie tisse de nouveaux partenariats
La Slovénie, nouvelle porte d'entrée pour les produits algériens

Kamel Baddari a appelé à accélérer la mise en place d'un Conseil d'affaires algéro-slovène conjoint afin de rapprocher les opérateurs économiques, d'accompagner les investissements et de transformer les accords et ententes bilatéraux en projets concrets. P4



Jabaroot met à nu les fichiers de la sécurité marocaine
Les noms de 70 000 espions dévoilés

Le groupe de hackers Jabaroot porte un nouveau coup aux services de sécurité marocains. Il vient de dévoiler une vaste base de données contenant les informations personnelles de quelque 70 000 agents de la Direction générale de la surveillance du territoire (DGST) et de la Direction générale de la sûreté nationale (DGSN), les deux principales composantes de l'appareil sécuritaire du royaume. Selon les informations mises en ligne par le groupe, la base de données contiendrait notamment les noms, dates de naissance et numéros d'identification de personnes présentées comme appartenant aux services de renseignement et de sécurité marocains. Les deux principales institutions sécuritaires du royaume sont placées sous l'autorité d'Abdellatif Hammouchi, directeur général de la DGST et de la DGSN, qui occupe ainsi une position centrale dans l'appareil sécuritaire marocain. Dans son message, Jabaroot affirme que les personnes figurant dans la base de données auraient été impliquées dans différentes missions de renseignement à travers plusieurs pays européens. Le groupe évoque notamment des opérations d'espionnage, la mise en place de dispositifs d'écoute ainsi que des tentatives d'influence et de corruption. Jabaroot annonce par ailleurs de nouvelles révélations et menace notamment de publier les noms d'agents qu'il accuse d'être liés à l'arrivée massive de migrants marocains à Ceuta, fin juillet. Le groupe fait référence à un épisode migratoire qui avait provoqué de fortes tensions autour de l'enclave espagnole. En 2025, le groupe avait déjà affirmé avoir diffusé des informations concernant des responsables et membres du Parti de la modernité et de l'authenticité (PAM), ainsi que des données présentées comme sensibles concernant l'entourage du roi Mohammed VI.

FIN OFFICIELLE DE LA CRISE ALGÉRO MALIENNE
Assimi Goïta annoncé prochainement à Alger

PAR MAHDI B.

La visite du Premier ministre malien Abdoulaye Maïga, à la tête d'une importante délégation, lundi à Alger, à l'invitation de son homologue algérien Sifi Ghrieb a définitivement scellé la fin de la crise politique entre les deux pays. L'audience que lui a accordée, au cours de cette visite, le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a quant à elle été la pierre angulaire de cette visite officielle puisqu'elle a non seulement confirmé le réchauffement des relations entre les deux pays, mais également annoncé une prochaine visite d'état officielle du président de la transition, Assimi Goïta, qui a accepté l'invitation du président Tebboune. Arrivé lundi à l'aéroport d'Alger où il a été reçu par le Premier ministre Sifi Ghrieb, le chef du Gouvernement malien a notamment visité le sanctuaire des Martyrs. Il a été ensuite reçu par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune au cours d'une audience qui a ouvert grandes les perspectives de coopération plurielle, et la fin, officielle, de la crise entre les deux pays. Après cette audience, l'hôte malien a notamment déclaré que "l'Algérie et le Mali partageaient une Histoire commune qui constitue un point de départ pour s'inscrire dans la marche de la modernité et du progrès, à la faveur de la conviction des dirigeants des deux pays quant à la nécessité d'œuvrer à faire de la région un espace de paix affranchi de toute forme de colonialisme et de domination." Il a surtout annoncé que le président de la Transition au Mali a accepté l'invitation du président Tebboune à se rendre en visite officielle en Algérie. Il a expliqué à la presse que le Président Goïta considèrerait cette invitation comme «une marque d'affection et de



considération à son endroit et à l'endroit du peuple malien frère. En outre, le Premier ministre malien a ajouté que "le président de la République lui a prodigué, lors de cette rencontre, de «sages conseils», relevant que «l'histoire commune des deux pays constitue un acquis et un point de départ pour s'inscrire dans la marche de la modernité et du progrès». Par ailleurs, et selon le Premier ministre malien, "«le constat a été fait clairement que l'Algérie et le Mali partagent la géographie», reprenant, dans ce contexte, la déclaration du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, selon laquelle «nous ne pouvons pas changer la réalité géographique, ni s'en éloigner». A ce propos, M. Maïga a affirmé que «les deux nations sont condamnées à avancer ensemble et à œuvrer dans le sens de la

prospérité des deux peuples». Le Premier ministre malien a également évoqué les liens historiques profonds qui unissent les deux peuples, engagés à lutter contre le néocolonialisme et à se battre pour la dignité de l'Africain de manière générale. Cette visite du Premier ministre malien ouvre par ailleurs de nouvelles perspectives de coopération autant entre les deux pays qu'avec les états sahéliens, Niger et Burkina Faso. Il a également salué la position de l'Algérie qui, comme le lui a rappelé le président Tebboune, «ne s'ingérera jamais dans les affaires intérieures du Mali et fera en sorte que le respect de la souveraineté des Etats constitue une des conditions fondamentales de cette vision partagée par les deux parties». Il a relevé, en outre, que «cette vision ne concerne pas uniquement le

Mali, mais est prônée, également, par le Président du Niger, le Général d'armée Abdourahamane Tiani, et le président du Burkina Faso, M. Ibrahim Traoré, dans le cadre de l'Alliance des Etats du Sahel». Par ailleurs, cette visite, sur le fond confirme que Bamako et Alger se sont accordés sur une vision géopolitique commune face aux enjeux du Sahel, les deux pays ayant affiché leur volonté de faire du Sahel une région affranchie de toute forme de néocolonialisme et de terrorisme, en s'appuyant sur les principes de souveraineté et de non-ingérence. Il faut également relever que le principal acquis de cette visite est éminemment politique : porteur d'un message personnel du chef de la transition malienne, Abdoulaye Maïga a officiellement annoncé que le président de la transition, Assimi Goïta, a accepté l'invitation d'Abdelmadjid Tebboune à effectuer une visite officielle en Algérie. Bien que la date exacte doive encore être fixée par les voies diplomatiques, cette annonce consacre le réchauffement bilatéral au plus haut sommet de l'État entre les deux pays et pose les jalons d'une coopération de long terme entre Alger et Bamako. Rappelons que cette visite du PM malien, à l'invitation de son homologue algérien Sifi Ghrieb, intervient six semaines après l'accord de normalisation du 10 juillet dernier, marqué par le retour réciproque des ambassadeurs et la réouverture des espaces aériens entre les deux Etats. Avec la reprise de leurs relations bilatérales et leur normalisation, les deux Etats voisins mettent fin non seulement à la crise politique passée, mais confirment que leurs relations historiques restent intactes, et qu'elles sont appelées à se développer à l'avenir avec en toile de fond une coopération économique, énergétique et industrielle tous azimuts. ■

PRÉSIDENTE ALGÉRIENNE DU CPS DE L'UA
Des efforts soutenus pour un système continental d'alerte précoce plus efficace

Présidé par l'Algérie, le Conseil de paix et de sécurité (CPS) de l'Union africaine (UA) a tenu une réunion consacrée à l'examen des moyens de renforcer les capacités de l'organisation continentale en matière d'alerte précoce, de prévention des conflits et de réponse rapide. Il faut dire que cette rencontre intervient dans un contexte marqué par la complexité et l'imbrication des défis qui menacent la paix et la sécurité dans le continent, notamment le terrorisme et l'extrémisme violent, la criminalité organisée transnationale, les

conflits armés, l'instabilité politique et économique, les risques climatiques et environnementaux, les menaces cybernétiques et les technologies émergentes, outre les ingérences extérieures, notent des observateurs. Cette réunion a constitué l'occasion pour l'ambassadeur d'Algérie et son représentant permanent auprès de l'UA et président du Conseil pour ce mois d'août, pour mettre en lumière le rôle stratégique du Système continental d'alerte précoce dans l'anticipation et la prévention des crises et des conflits, soulignant l'impératif de pas-

ser d'une approche réactive fondée sur la réponse à une démarche proactive et préventive. Dans ce cadre, Mohamed Khaled, a présenté quatre mécanismes techniques visant à activer l'alerte précoce et à la relier à la réponse rapide, ainsi qu'à améliorer les opérations de surveillance des menaces et des risques. Il s'agit de «l'outil continental d'évaluation des risques et de cartographie des risques», du «modèle de l'UA pour l'activation de la réponse», du «système d'alerte précoce pour la gouvernance» relevant du Mécanisme afri-

cain d'évaluation par les pairs (MAEP), en sus de la «matrice analytique des accords de paix en Afrique», a énuméré le diplomate algérien. Enfin, le Conseil a indiqué que «l'outil de cartographie des risques», initié par l'Algérie, constituait un pilier essentiel du modèle de l'UA pour l'activation de la réponse, en permettant de mesurer avec précision le niveau de gravité des menaces et de déterminer les seuils nécessitant une intervention urgente, contribuant ainsi à orienter une réponse efficace au moment opportun. N. B.



Quotidien national
d'information édité par la

SARL ADRA COM
Adresse : Maison de la
presse Abdolkader Safir,
02 Rue Farid Zouiouache,
Kouba, Alger

Redaction@lexpressquotidien.dz
www.lexpressquotidien.dz
Tél./Fax : 028 26 99 24
Service-pub@lexpressquotidien.dz

GÉRANT :
NOURDINE BRAHMI

DIRECTEUR HONORAIRE:
ZAHIR MEHDAOUI

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION
RABAH YUCEF RABAH

«POUR VOTRE PUBLICITÉ S'ADRESSER À:
L'Entreprise Nationale de communication
d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, Avenue Pasteur Alger

Tel : 020.05.20.91/020.05.10.42
Fax : 020.05.11.48 / 020.05.13.45 / 020.05.13.77

Email : agence.rcgic@anep.com.dz
Programation.rcgic@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

Impression:
Société d'Impression
d'Alger (SIA)

Diffusion:
Media Distribution

Les manuscrits, photographies ou
tout autre document et illustration
adressés ou remis à la Rédaction ne
sont pas rendus et ne peuvent faire
l'objet d'une réclamation.

LUTTE ANTICORRUPTION

L'État déploie ses armes numériques

L'Algérie renforce progressivement son dispositif national de prévention et de lutte contre la corruption, en multipliant les mécanismes de signalement, les actions de sensibilisation et les outils numériques.

Le lancement de nouvelles plateformes de signalement, notamment par le ministère du Travail et de l'Emploi, s'inscrit dans cette dynamique visant à faciliter l'accès des citoyens aux dispositifs de dénonciation des faits de corruption et à renforcer la mobilisation des différentes institutions de l'État. La Haute Autorité de transparence, de prévention et de lutte contre la corruption occupe une place centrale dans ce dispositif. Elle a récemment lancé l'application mobile « Allô, Balaghna », destinée aux citoyens et aux fonctionnaires souhaitant signaler des faits de corruption. Un numéro vert gratuit, 1027, a également été mis à leur disposition afin de les informer sur les conditions et les procédures de signalement, de les orienter et de répondre à leurs demandes d'information. Plusieurs autres canaux restent accessibles, notamment le courrier postal, le courrier électronique, le fax et le dépôt direct auprès de la Haute Autorité. Les procédures sont toutefois encadrées par des exigences légales. Le signalement doit être écrit et signé et comporter les informations permettant d'identifier son auteur ainsi que les éléments et preuves disponibles concernant les faits dénoncés. En contrepartie, la Haute Autorité s'engage à préserver la confidentialité de l'identité du lanceur d'alerte. Au premier semestre 2026, les différents canaux de signalement ont permis de traiter 25 dossiers de corruption. Cette mobilisation concerne également l'Office central de répression de la corruption. Au cours des quatre dernières années, celui-ci a reçu 5 309 signalements relatifs à des soupçons de corruption. Ces signalements ont donné lieu au traitement de 68 affaires, ainsi qu'à 159 ordres d'interdiction de sortie du territoire, 33 ordres de gel de comptes et d'opérations bancaires et 16 ordres de saisie de biens immobiliers. L'Office a également enregistré une importante fréquentation de ses services d'information, avec plus de 46 000 visiteurs depuis le début de 2025, en provenance de plus de 31 pays. Au-delà de la répression, les autorités mettent l'accent sur la prévention et la sensibilisation. Une convention conclue entre le ministère de l'Éducation nationale et la Haute Autorité prévoit ainsi des actions de formation au profit des cadres et fonctionnaires du secteur de l'éducation, mais aussi l'intégration progressive de la culture de prévention et de rejet de la corruption dans les programmes des trois cycles d'enseignement. L'objectif est de sensibiliser les jeunes générations aux risques de ce phénomène et de favo-



riser l'émergence d'une culture de l'intégrité dès l'école. La Haute Autorité travaille également à encourager les administrations à améliorer leurs pratiques de gouvernance à travers l'indicateur de performance « Nazaha ». Les secteurs et institutions ayant enregistré les meilleurs résultats dans sa mise en œuvre ont été distingués, notamment les ministères de l'Agriculture, des Affaires étrangères et de l'Enseignement supérieur, ainsi que la Direction générale de la Sûreté nationale, la Protection civile et la Direction générale des Impôts. D'autres initiatives conduites par les ministères de l'Intérieur et de la Solidarité nationale, ainsi que par la Direction générale des Douanes, ont également été valorisées. Le secteur des Douanes constitue, à cet égard, un exemple important de cette orientation. Un programme de sensibilisation et de formation à la prévention de la corruption doit être déployé au profit des fonctionnaires aux niveaux central et local. La numérisation des procédures est également présentée comme un moyen de réduire les interactions directes, de simplifier les démarches et de limiter les risques de pratiques illicites. Les nouveaux systèmes d'information

et les services numériques destinés aux citoyens et aux opérateurs économiques participent ainsi à cette évolution. La digitalisation apparaît donc comme un axe majeur de la stratégie nationale. En permettant de signaler plus facilement les faits de corruption, sans déplacement auprès des administrations concernées, les plateformes numériques peuvent contribuer à lever certains obstacles qui découragent les citoyens de déposer des signalements. Elles permettent également de réduire les délais, de faciliter le traitement des dossiers et de renforcer la protection des lanceurs d'alerte. À travers cette approche combinant signalement numérique, protection des lanceurs d'alerte, formation, sensibilisation, réforme administrative et prévention, l'Algérie cherche à consolider progressivement son dispositif de lutte contre la corruption. L'objectif est de faire de la transparence et de l'intégrité des pratiques durables, aussi bien au sein des administrations que dans la société, en impliquant les citoyens, les fonctionnaires, les établissements publics et les différentes institutions chargées de la prévention et de la répression.

Y. R.

AFFAIRE AÏSSIOU

Quand les réseaux du Makhzen et d'Israël entrent en scène

L'affaire Ayoub Aïssiou prend une nouvelle dimension avec la mise au jour de ses liens étroits avec des réseaux proches du Makhzen et de l'entité sioniste. L'homme d'affaires algérien, actuellement détenu en Espagne, fait l'objet d'une mobilisation de plusieurs cercles d'influence qui cherchent à empêcher son extradition vers l'Algérie, où il a été lourdement condamné pour des affaires de corruption liées à la « Issaba ». Après avoir quitté l'Algérie pour la France le 3 avril 2019, Aïssiou développe un vaste réseau de relations entre la France et la Suisse. Ses contacts avec les cercles du Makhzen se renforcent à partir de 2019, avec des échanges réguliers depuis Paris. Son rapprochement avec le journaliste Mohamed Sifaoui, à partir de 2023, renforce

également son accès à certains réseaux d'influence et à des cercles liés aux services de renseignement français. Les connexions avec l'entité sioniste constituent un autre volet de son parcours. Aïssiou effectue un premier déplacement en 2022, suivi de deux autres, dans le cadre d'un rapprochement qui s'inscrit dans la continuité de ses activités et de ses relations internationales. Ces différents contacts dessinent un réseau qui dépasse largement le cadre des relations d'affaires. Alors que la justice espagnole examine son dossier et que son extradition vers l'Algérie se rapproche, une mobilisation en sa faveur s'organise. Une lettre ouverte adressée aux gouvernements espagnol et français réclame sa libération immédiate, faisant intervenir des personnalités et des ré-

seaux d'influence étrangers dans une affaire qui concerne pourtant un justiciable condamné par la justice algérienne. Cette mobilisation met en lumière les connexions multiples d'Aïssiou et les relais dont il dispose en Europe. Elle soulève également des interrogations sur l'implication de certains milieux politiques, médiatiques et d'influence dans une tentative visant à peser sur l'issue de son dossier judiciaire et à empêcher son retour en Algérie. Au-delà du cas personnel d'Aïssiou, l'affaire fait ainsi apparaître un enchevêtrement de réseaux marocains, pro-israéliens et européens, dont les intérêts convergent aujourd'hui autour de la défense d'un homme condamné en Algérie pour des faits graves de corruption. ■

Éditorial l'EXPRESS

LA TRANSPARENCE COMME PRATIQUE

PAR BOUALEM B.

Ces dernières années, l'Algérie a adopté une stratégie nationale de transparence, de prévention et de lutte contre la corruption. Cette démarche associe les volets législatif, institutionnel, préventif et pédagogique. Créée en vertu de l'article 204 de la Constitution, la Haute Autorité de transparence, de prévention et de lutte contre la corruption (HATPLC) est notamment chargée de suivre la mise en œuvre de cette stratégie et de promouvoir une culture de l'intégrité dans la vie publique. Le lancement de nouveaux outils numériques constitue une avancée encourageante. Dans le prolongement de l'application mobile « Allô Balaghna », lancée par la HATPLC et permettant aux citoyens de signaler directement des soupçons de corruption, le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale vient de mettre en service la plateforme « Tabligh », destinée à recevoir les signalements concernant des faits présumés de corruption au sein de ses services et des organismes placés sous sa tutelle. Ces plateformes rapprochent le dispositif anticorruption de l'usager. Elles réduisent les déplacements, limitent les intermédiaires et permettent de garder une trace de la démarche. Toutefois, la technologie ne peut, à elle seule, restaurer la confiance. Un signalement ne doit jamais disparaître dans les méandres de l'administration. Sa crédibilité dépendra de la rapidité de son traitement, de la protection effective du lanceur d'alerte et de la publication régulière des résultats. Celui qui signale un abus ne doit jamais devenir la victime de son courage. Il faut le protéger contre les représailles professionnelles, les pressions et les menaces, tout en distinguant le signalement sérieux de la dénonciation calomnieuse. La lutte contre la corruption exige à la fois fermeté, impartialité et respect de la présomption d'innocence. Le guide récemment publié par la HATPLC sur le cadre juridique et institutionnel de la lutte contre la corruption peut également contribuer à cette clarification. Destiné aux agents publics, aux universitaires, aux journalistes, aux chercheurs et aux acteurs de la société civile, il présente les textes applicables ainsi que les missions des différents organes de contrôle et des autorités judiciaires. Cette dynamique interne s'inscrit également dans un contexte international. L'Algérie a compris que la crédibilité économique d'un pays se mesure aussi à sa capacité à garantir un climat des affaires sain, transparent et prévisible. La coopération renforcée avec l'Union africaine et les grandes instances internationales témoigne de cette volonté d'aligner les pratiques nationales sur les meilleurs standards internationaux. Il ne s'agit pas de subir des injonctions extérieures, mais de construire des partenariats efficaces pour assainir les circuits financiers, renforcer la gouvernance et rassurer les investisseurs. Le chemin vers une gouvernance irréprochable reste toutefois long et exigeant. La technologie et les textes ne suffisent pas, à eux seuls, à éradiquer des pratiques parfois profondément ancrées. Néanmoins, la combinaison d'une volonté politique affirmée, d'une institutionnalisation rigoureuse et d'une digitalisation ambitieuse trace une voie prometteuse. L'Algérie est ainsi en train de poser les bases d'un nouveau contrat de confiance entre l'État et le citoyen, dans lequel la transparence ne serait plus une exception, mais une véritable règle de gouvernance.

AGRA 2026 : L'ALGÉRIE TISSE DE NOUVEAUX PARTENARIATS

La Slovénie, nouvelle porte d'entrée pour les produits algériens

À l'AGRA 2026, l'Algérie affiche ses ambitions à l'export. Rencontres d'affaires, recherche de partenaires et ouverture de nouveaux débouchés sont au cœur de sa participation, avec la Slovénie comme possible porte d'entrée vers les marchés européens et balkaniques.

PAR MAHREZ Z.

La participation algérienne au Salon international de l'agriculture et de l'alimentation (AGRA 2026), organisé du 22 au 26 août à Gornja Radgona, en Slovénie, a été marquée, lors de la quatrième journée, par la tenue d'une série de rencontres bilatérales entre les opérateurs économiques algériens et leurs homologues de plusieurs pays participants. Ces rencontres ont permis de présenter les produits algériens et de mettre en avant leurs atouts compétitifs. Les discussions ont également porté sur l'identification de nouvelles opportunités de partenariats commerciaux et sur la possibilité de renforcer la présence des produits agricoles, agroalimentaires et des produits connexes sur les marchés extérieurs. Le pavillon national a enregistré, lors de la même journée, une forte affluence de visiteurs et d'opérateurs économiques slovènes et étrangers, qui ont manifesté un vif intérêt pour les produits exposés. L'Algérie participe à cette édition de l'AGRA sous la supervision du ministère du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations, en qualité d'invitée d'honneur, avec une vingtaine d'opérateurs économiques représentant plusieurs secteurs et produits à fort

potentiel à l'export. Au-delà de la promotion commerciale, la participation algérienne vise également à développer des partenariats économiques et technologiques avec la Slovénie. Dans ce cadre, le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Kamel Baddari, a coprésidé avec son homologue slovène de l'Agriculture, Janez Cigler Kralj, l'ouverture officielle du Forum d'affaires algéro-slovène, organisé le 22 août en marge du Salon. Les discussions ont porté notamment sur la modernisation de l'agriculture, l'intelligence artificielle, l'agriculture de précision, le transfert de technologies, la modernisation de la mécanisation agricole, la protection des forêts, ainsi que la recherche-développement et l'innovation. Kamel Baddari a, dans ce contexte, appelé à accélérer la mise en place d'un Conseil d'affaires algéro-slovène conjoint afin de rapprocher les opérateurs économiques, d'accompagner les investissements et de transformer les accords et ententes bilatéraux en projets concrets. La participation nationale au Salon intervient également dans le cadre d'une stratégie visant à accroître les exportations agricoles et agroalimentaires, dans l'objectif de renforcer la présence des produits nationaux sur les marchés européens et



balkaniques. L'Algérie se positionne, par ailleurs, comme une porte d'entrée vers les marchés africains. La 64e édition du Salon international de l'agriculture et de l'alimentation AGRA, qui se tient à Gornja Radgona, en Slovénie, affiche une dimension internationale renforcée, avec 1 690 exposants issus de 36 pays. Les orga-

nisateurs soulignent qu'il s'agit de l'un des principaux rendez-vous agricoles de la région, rassemblant à la fois des producteurs agricoles, des industriels de l'agroalimentaire, des fabricants de machines et d'équipements, des spécialistes de la mécanisation et de la foresterie, ainsi que des entreprises actives dans les tech-

nologies agricoles. L'édition 2026 accorde également une place importante à la numérisation de l'agriculture. Celle-ci figure parmi les grandes tendances mises en avant cette année, aux côtés des enjeux liés à la production alimentaire locale et au renouvellement générationnel du secteur agricole. ■

Djezzy s'allie à Armonika pour développer le cloud souverain

Dans le cadre de sa stratégie en faveur de l'innovation et du développement de l'écosystème numérique national, Djezzy a signé, sous l'égide d'Algeria Venture, un contrat de partenariat avec la startup technologique algérienne Armonika. L'accord, conclu le 24 août dernier au siège de Djezzy à Dar El Beida, vise à accélérer le développement de solutions locales dans le domaine du cloud souverain et de la virtualisation des infrastructures technologiques. Fondée sur une expertise 100 % algérienne, Armonika développe des solutions intégrant la virtualisation, l'orchestration, les services cloud et l'automatisation, avec un accent particulier sur la sécurité des données. Cette collaboration doit ainsi favoriser l'émergence de technologies conçues et développées en Algérie, tout en offrant une alternative locale aux solutions internationales. À travers ce partenariat, Djezzy et Algeria Venture entendent renforcer les passerelles entre grandes entreprises et startups et soutenir l'innovation technologique nationale. L'initiative s'inscrit également dans une démarche visant à consolider la souveraineté numérique de l'Algérie et à développer des infrastructures sécurisées répondant aux standards internationaux.

HYDROGÈNE VERT

L'Allemagne mise gros sur l'Algérie

L'Allemagne porte une attention particulière aux perspectives de développement de sa coopération avec l'Algérie dans le secteur de l'énergie. Berlin considère désormais le marché algérien comme l'une des destinations d'investissement les plus attractives de l'espace méditerranéen pour les entreprises européennes engagées dans la transition énergétique, notamment dans le domaine de l'hydrogène vert. Cette appréciation ressort du dernier rapport de situation consacré à l'investissement dans l'hydrogène vert en Algérie, élaboré par l'agence allemande GIZ. Le document présente le marché algérien comme l'un des plus prometteurs de l'espace euroméditerranéen, en mettant en avant à la fois ses ressources, ses infrastructures et son positionnement stratégique. « En tant que l'un des grands producteurs de pétrole et de gaz doté d'une production chimique importante, l'Algérie est aussi un fournisseur de matières premières essentiel pour l'Allemagne », souligne le rapport. Selon la partie allemande, le développement de la filière de l'hydrogène vert constitue une opportunité majeure pour les investisseurs étrangers. L'Algérie dispose, en plus de ses atouts naturels et de ses infrastructures de base modernes, d'un cadre juridique qui s'est progressivement adapté aux exigences de l'investissement étranger. Autant d'éléments

qui renforcent son attractivité auprès des entreprises européennes à la recherche de nouveaux relais dans la transition énergétique. L'Algérie figure ainsi parmi les futurs fournisseurs importants du marché européen de l'hydrogène. Cette perspective suscite déjà l'intérêt d'entreprises allemandes qui étudient les conditions nécessaires à l'implantation d'une activité de fabrication d'électrolyseurs sur le sol algérien. Le rapport de la GIZ fait également état de l'intérêt manifesté par d'autres entreprises pour la production de la molécule verte en Algérie, citant notamment le groupe allemand VNG. Cette dynamique pourrait contribuer à accélérer la concrétisation de la stratégie algérienne, qui prévoit d'atteindre une production de 40 TWh d'hydrogène vert à l'horizon 2040. Les ambitions affichées à court terme reposent notamment sur le déploiement de plusieurs installations pilotes d'électrolyseurs d'une capacité comprise entre 2 et 4 MW, ainsi que sur la réalisation d'une installation de référence de 50 MW d'ici à 2030, avec le soutien de la banque allemande KfW. « Les objectifs à court terme portent sur la mise en place de plusieurs installations pilotes d'électrolyseurs entre 2 et 4 MW et d'une installation de référence de 50 MW (avec le soutien de la KfW) d'ici à 2030 », précise le document de la GIZ. L'intérêt manifesté par l'Allemagne pour le déve-

loppement d'une coopération approfondie avec l'Algérie dans le domaine de l'hydrogène n'est donc pas fortuit. Les autorités et acteurs économiques allemands ont identifié le potentiel considérable dont dispose le pays et souhaitent tirer parti de ses conditions naturelles et de sa proximité avec les marchés européens. L'un des principaux atouts mis en avant concerne justement les coûts de transport. Selon le rapport allemand, l'Algérie bénéficie d'un avantage déterminant grâce à son positionnement géographique et au projet SouthH2, contrairement à d'autres pays producteurs d'hydrogène qui devront convertir la molécule en ammoniac ou en méthanol afin de pouvoir l'acheminer sur de longues distances. La proximité géographique avec l'Europe pourrait ainsi jouer un rôle central dans le positionnement de l'Algérie sur les futurs marchés de l'énergie. Pour les investisseurs européens, cet avantage constitue un facteur important dans l'évaluation de la compétitivité des projets liés à l'hydrogène. Le document de la GIZ identifie par ailleurs plusieurs possibilités de valorisation de l'hydrogène vert sur le marché algérien. Au niveau du complexe industriel d'Arzew, jusqu'à 15 000 tonnes par an d'ammoniac pourraient ainsi être produites à partir d'hydrogène vert. À l'aéroport d'Alger, une installation pilote destinée à la production d'e-SAF, un carburant

d'aviation durable, doit également être mise en place. Cette perspective s'appuie notamment sur les résultats du projet pilote conduit depuis 2024 par le groupe allemand VNG et financé à 100 % par le gouvernement allemand. Les estimations présentées dans le rapport donnent une mesure de l'ampleur du potentiel algérien. « En exploitant les sites les plus favorables, 18 millions de t/an d'hydrogène peuvent être produites à un coût complet compris entre 2,5 et 3,0 \$/kg », indique la GIZ. Le potentiel pourrait toutefois être considérablement élargi en intégrant d'autres zones du pays. Selon le même document, une extension des sites de production vers des régions moins ensoleillées et moins ventées, ou nécessitant le franchissement de distances plus importantes, permettrait d'atteindre un potentiel estimé à 151 millions de tonnes par an, avec un coût complet compris entre 3,5 et 4,0 dollars par kilogramme d'hydrogène. Ces données confortent ainsi la place que l'Algérie pourrait occuper dans la future carte énergétique euroméditerranéenne. Entre ressources renouvelables abondantes, infrastructures existantes, proximité du marché européen et perspectives de développement de nouvelles capacités industrielles, le pays apparaît, aux yeux de la partie allemande, comme un partenaire appelé à prendre une place importante dans l'essor de l'hydrogène vert. **Y. R.**

RENOUVELLEMENT DU PARC NATIONAL DE TRANSPORT

De nouveaux bus pour 16 wilayas

« Le ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports a annoncé, hier, le lancement de la deuxième phase de l'opération de renouvellement du parc de transport urbain et suburbain. Un programme qui concerne 16 wilayas à travers le territoire national ».

PAR MERIEM KA

L'opération de renforcement et de renouvellement du parc de transport urbain et suburbain se poursuit à travers plusieurs wilayas du pays. Après une première phase ayant concerné Alger, Oran, Constantine et Annaba, la deuxième phase s'étend désormais à 16 nouvelles wilayas. Il s'agit de Chlef, Bouira, Tlemcen, Tizi Ouzou, Saïda, Sidi Bel Abbès, Médéa, Mascara, Boumerdès, Aïn Defla, Batna, Biskra, Djelfa, Skikda, El Tarf et El Oued , a précisé la même source. Les bus distribués sont de nouveaux véhicules modernes, disponibles en différentes capacités et répondant aux normes en vigueur. Leur mise en service vise notamment à améliorer les conditions de transport et la qualité du service proposé aux citoyens. Cette opération menée sous la supervision du ministère de l'Intérieur, s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre de la décision du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, portant l'importation de 10 000



nouveaux bus pour moderniser les lignes de transport et d'améliorer progressivement le transport urbain

et suburbain à travers l'ensemble des wilayas du pays. 4 680 unités sont destinés à remplacer les bus âgés de

plus de 30 ans, tandis que 5 320 viendront se substituer à ceux dont l'âge est compris entre 20 et 30 ans. ■

Six banques lancent une formule de financement aux professionnels du secteur

Pour faciliter la modernisation du parc national de transport, un total de six banques publiques ont proposé des formules de crédit adaptées aux transporteurs professionnels. Ces crédits bancaires peuvent financer jusqu'à 90 % du coût total des autobus, accompagnant ainsi l'opération de remplacement des bus dont la durée de service a dépassé les 30 ans. Une mesure saluée par les professionnels, dans la mesure où elle contribuera à offrir des conditions plus professionnelles et plus sûres pour l'activité de transport et le citoyen. Cette nouvelle offre de financement, que vient de lancer le CPA, la BADR,

la CNEP-Banque, la BEA, la BNA et la BDL, s'inscrit dans le cadre de la décision des pouvoirs publics visant le retrait progressif des autobus dépassant 30 ans du parc national et l'amélioration des conditions de transport. Ces facilitations s'ajoutent à l'ensemble des mesures mises en œuvre par les pouvoirs publics destinées à offrir toutes les conditions optimales pour le transport de voyageurs, notamment après la décision du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, portant sur l'importation de 10.000 nouveaux bus. Le produit bancaire, disponible sous les formules classique et islamique,

s'adresse aux professionnels du transport (personnes physiques et morales), et peut couvrir 90 % du coût de l'autobus, toutes taxes comprises, avec un apport personnel de 10 %, le remboursement du crédit s'effectuant sur une durée de 10 ans avec possibilité d'un différé de 6 mois. Les établissements bancaires publics ont invité les professionnels souhaitant bénéficier de ce dispositif de financement à se rapprocher de leurs agences dans les meilleurs délais pour plus d'informations et de précisions. Selon les professionnels du secteur, ces mécanismes de financement

contribueront à améliorer les conditions d'exercice de leur activité et aussi d'accélérer le rythme de renouvellement du parc national, notamment à travers la suppression de la TVA du coût du bus, ainsi que le bénéfice pour les concernés du soutien de l'Etat de 20 %, en plus des facilitations bancaires accordées aux transporteurs. En parallèle, la récupération et le démantèlement des autobus vétustes sont assurés, ainsi que la récupération de leurs composants notamment le fer, en vue de leur réintégration dans le cycle industriel, par la Société nationale de récupération et de valorisation (SNRV), filiale du Groupe SNS.

27^E SALON INTERNATIONAL DE L'ARTISANAT

La dimension économique en ligne de mire



La 27e édition du Salon international de l'artisanat se tiendra du 3 au 7 décembre prochain, au Palais des expositions des Pins Maritimes à Alger, a annoncé hier le ministère du Tourisme et de l'Artisanat dans un communiqué. La même source a précisé que la ministre du Tourisme et de l'Artisanat, Houria Meddahi, a présidé lundi soir, au siège du ministère, une réunion de coordination consacrée aux pre-

mières préparations dudit Salon . Au début de la réunion, qui s'inscrit dans le cadre des préparatifs en cours pour l'organisation des rendez-vous internationaux de promotion du tourisme et de l'artisanat programmés durant le dernier trimestre de 2026, la ministre a souligné que « ce rendez-vous annuel important figure parmi les principales manifestations internationales organisées chaque année par l'Algérie,

en raison de l'espace qu'il offre pour faire connaître l'authenticité du patrimoine culturel, civilisationnel et artistique algérien, en concrétisation de la vision des hautes autorités du pays visant à valoriser, préserver et promouvoir ce patrimoine ». Elle a également mis en avant « la nécessité de conférer une dimension économique au salon, avec la programmation d'activités diversifiées réunissant les différents acteurs du

secteur », soulignant « l'importance d'organiser des rencontres et des forums à même de mettre en valeur le riche patrimoine de l'Algérie et son héritage culturel et artistique ancestral, ainsi que les efforts de l'Etat algérien pour développer le secteur de l'artisanat à travers les différents mécanismes d'accompagnement et de soutien destinés aux artisans et aux professionnels », selon la même source. ■

Incendies

70 feux éteints sur 74 enregistrés en 24 heures

Les services de la Protection civile ont réussi, durant les dernières 24 heures, à éteindre 70 incendies sur les 74 enregistrés dans plusieurs wilayas du pays, selon un bilan rendu public hier par la Direction générale de la Protection civile. En effet, les unités de la Protection civile sont parvenues à maîtriser 70 incendies, alors que quatre foyers demeurent toutefois en cours de traitement dans les wilayas d'Oum El Bouaghi, Sétif, Mila et Béjaïa. À Oum El Bouaghi, un incendie de forêt signalé dans la commune de Souk Naâmane fait toujours l'objet d'une opération de traitement. Les équipes poursuivent notamment les opérations de surveillance et d'extinction des foyers résiduels ainsi que le traitement des braises susceptibles de provoquer une reprise du feu. Dans la wilaya de Béjaïa, un incendie s'est déclaré dans une forêt située dans la commune de Boukhefifa, au lieu-dit Mehaoui. Les opérations se poursuivent également sur le terrain afin de traiter les différents foyers et éliminer les risques de reprise. À Mila, les éléments de la Protection civile interviennent sur un feu ayant touché des broussailles dans la commune de Hemala. Le sinistre est actuellement maîtrisé.

Accidents de la route

2 morts et 216 blessés en 24 heures

Deux personnes ont trouvé la mort et 216 autres ont été blessées dans des accidents de la route survenus ces dernières 24 heures dans plusieurs wilayas, a indiqué hier un bilan de la Protection civile. Par ailleurs, dans le cadre du dispositif de surveillance des plages, la Protection civile a effectué 1083 interventions ayant permis de sauver 772 personnes de noyade, de prodiguer des soins de première urgence à 282 autres et d'évacuer 28 personnes vers les structures sanitaires locales, ajoute la même source. Concernant le bilan des interventions liées à l'utilisation des produits pyrotechniques à l'occasion de la célébration du Mawlid Ennabaoui, les unités de Protection civile de la wilaya d'Alger ont effectué 7 interventions pour l'extinction de plusieurs incendies enregistrés au niveau des Communes de Mohammadia, Bouzareah, Sidi Moussa, El Madania et Bordj El Bahri. Durant la même période, les unités de la Protection civile sont intervenues pour l'extinction de 74 incendies du couvert végétal, dans plusieurs wilayas du pays. A. M.

Industrie pharmaceutique

Saidal accélère la réalisation de l'usine de matières premières pour **antibiotiques** à Médéa

FATIHA A.

Cette infrastructure, considérée comme stratégique pour l'industrie pharmaceutique nationale, doit contribuer à renforcer la souveraineté sanitaire de l'Algérie, réduire sa dépendance aux importations et accroître les capacités de production du groupe public.

« Dans le cadre de la mise en œuvre des orientations du ministre de l'Industrie pharmaceutique, Dr Ouacim Koudiri, le Directeur général du Groupe Saidal, Younes Bouarara, a effectué une visite de travail et d'inspection au projet de l'usine de production de matières premières destinées à la fabrication des antibiotiques, implantée dans la commune de Harbil, dans la wilaya de Médéa », indique un communiqué de Saidal.

Cette visite de terrain a principalement permis au premier responsable du Groupe Saidal de s'enquérir de l'état d'avancement des travaux et de suivre les différentes étapes de réalisation de cette infrastructure industrielle. Elle traduit également la volonté du groupe d'accélérer la concrétisation de ses projets structurants et d'assurer un suivi régulier des opérations sur le terrain.

L'usine de Médéa occupe une place importante dans la stratégie nationale visant à consolider la production pharmaceutique locale. La fabrication de matières premières destinées aux antibiotiques doit permettre de réduire progressivement la dépendance du pays à l'égard des approvisionnements extérieurs et de sécuriser davantage la chaîne de production de médicaments essentiels.

L'enjeu économique est particulièrement important pour cette catégorie de produits. Selon les données communiquées par le Groupe Saidal, l'Algérie importe chaque année des antibiotiques pour une valeur estimée à 75,4 milliards de dinars. Le développement d'une capacité nationale de production de matières premières constitue ainsi un levier pour réduire la facture d'importation, mais également pour renforcer la résilience du secteur face aux éventuelles perturbations des marchés internationaux.

Au-delà de la substitution aux importations, ce projet devrait favoriser le développement d'un véritable écosystème industriel autour de la production pharmaceutique, en renforçant l'intégration locale et en consolidant les capacités technologiques et industrielles nationales.

La réalisation de cette unité s'inscrit dans la stratégie de développement du Groupe Saidal, qui ambitionne de consolider sa position sur le marché national tout en augmentant progressivement sa présence sur les marchés extérieurs.

À terme, l'entrée en exploitation de l'usine devrait permettre de renforcer les capacités nationales de production des antibiotiques ainsi que des matières premières nécessaires à leur fabrication. Cette intégration accrue

Le Directeur général du Groupe Saidal, Younes Bouarara, s'est rendu lundi dans la wilaya de Médéa pour inspecter le projet de l'usine de production de matières premières destinées à la fabrication des antibiotiques.



de la chaîne de production pourrait également contribuer à améliorer la disponibilité de certains médicaments et à soutenir la compétitivité de l'industrie pharmaceutique algérienne.

Le projet représente, dans cette perspective, un investissement stratégique pour le Groupe Saidal, qui entend faire évoluer son modèle industriel vers davantage de production, d'intégration et de création de valeur.

Le développement de nouvelles capacités industrielles doit également accompagner les ambitions commerciales du groupe public. Selon les objectifs annoncés, l'exploitation de cette unité devrait contribuer à porter le chiffre d'affaires du Groupe Saidal à des niveaux avoisinant un milliard de dollars américains.

Cette ambition traduit la volonté de faire de Saidal non seulement un acteur majeur de la couverture des besoins du marché national, mais également un groupe capable de renforcer ses exportations et de s'imposer davantage sur les marchés pharmaceutiques régionaux et internationaux.

La montée en puissance de la production locale de matières premières constitue, à cet égard, un élément déterminant pour améliorer la compétitivité du groupe et réduire certains coûts liés à l'importation des intrants. La visite effectuée à Harbil intervient dans un contexte marqué par l'accélération des efforts visant à développer une industrie pharmaceutique nationale plus intégrée. Elle témoigne de l'engagement du Groupe Saidal à assurer un suivi rapproché de ses projets stratégiques et à veiller au respect des différentes étapes nécessaires à leur concrétisation.

À travers ce projet, Saidal entend ainsi contribuer aux objectifs nationaux de souveraineté pharmaceutique, de réduction de la facture d'importation et de développement de capacités industrielles locales. La future usine de Médéa devrait, une fois opérationnelle, constituer l'un des maillons importants de cette stratégie et renforcer davantage le rôle du Groupe Saidal comme acteur industriel stratégique de l'industrie pharmaceutique algérienne.

Industrie

Prolongation des délais de candidature au Prix national de la PME innovante 2026

Le ministère de l'Industrie a annoncé, lundi dans un communiqué, la prolongation, jusqu'au 20 septembre prochain, des délais de dépôt des dossiers de candidature à la 14^e édition du Prix national de la petite et moyenne entreprise (PME) innovante, selon l'APS.

Ce prix, organisé cette année sous le slogan « La petite et moyenne entreprise innovante, une valeur ajoutée dans le développement économique », a été institué afin de récompenser et d'encourager trois catégories de PME, selon la même source.

A ce titre, la première catégorie concerne les entreprises innovantes ayant plus de trois années d'activité dans un secteur contribuant au développement économique durable.

La deuxième catégorie comprend les entreprises ayant plus de trois ans d'activité dans la branche de l'économie verte. Pour chacune des deux catégories, le prix consiste en une médaille, un certificat de mérite ainsi qu'une récompense financière de deux millions de DA pour le premier lauréat, de 1,6 million de DA pour le deuxième et de 1,2 million de DA pour le troisième.

Quant à la troisième catégorie, ajoute le communiqué, elle est consacrée aux jeunes petites et moyennes entreprises innovantes opérant dans un secteur contribuant au développement économique durable. Le prix consiste en une médaille, un certificat de mérite et une récompense financière d'un million de DA pour le premier lauréat, 800.000 DA pour le deuxième et 600.000 DA pour le troisième.

La participation à ce concours se fait via une plateforme numérique dédiée, à travers le lien : Prixinnov.industrie.gov.dz.

R.E.

SÉCURITÉ NUMÉRIQUE

Algérie Télécom **appelle** à renforcer la protection des réseaux Wi-Fi

Changer régulièrement le mot de passe de sa connexion Wi-Fi constitue un geste simple, mais essentiel pour limiter les risques d'accès non autorisé au réseau domestique. Dans le cadre de ses actions de sensibilisation aux bonnes pratiques numériques, Algérie Télécom invite ses clients à accorder une attention particulière à la sécurité de leur connexion Internet, en commençant par un geste aussi simple qu'important : le changement régulier du mot de passe Wi-Fi.

À travers ce rappel, l'opérateur souligne que la protection d'un réseau domestique ne repose pas uniquement sur la qualité de la connexion, mais également sur les mesures de sécurité adoptées par l'utilisateur. Un mot de passe Wi-

Fi conservé pendant une longue période, notamment lorsqu'il est partagé avec plusieurs personnes, peut accroître le risque d'utilisation non autorisée du réseau.

« Une étape simple vers une meilleure protection de votre connexion numérique », tel est le message mis en avant par Algérie Télécom, qui encourage ainsi ses abonnés à faire de la sécurité numérique une priorité au quotidien. Le changement périodique du mot de passe permet notamment de reprendre le contrôle des accès au réseau Wi-Fi et de limiter les connexions de personnes qui ne sont plus autorisées à l'utiliser. Il est également recommandé de privilégier un mot de passe suffisamment long et difficile à deviner, en évitant les informa-

tions personnelles facilement identifiables. Cette démarche s'inscrit plus largement dans une logique de vigilance numérique, alors que la connexion Internet occupe une place croissante dans les activités quotidiennes des ménages : télétravail, études, démarches administratives, achats en ligne, réseaux sociaux ou encore utilisation d'appareils connectés. Algérie Télécom, qui commercialise notamment ses offres Internet Idoom ADSL et Idoom Fibre, met régulièrement à disposition de ses clients différents services et outils liés à leurs abonnements et à leur connexion. Au-delà des équipements et des dispositifs techniques, la sécurité d'une connexion passe donc aussi par les comportements des utilisateurs. Le choix d'un mot de passe robuste,

sa modification régulière et le fait de ne pas le communiquer à des personnes non autorisées constituent autant de précautions susceptibles de réduire les risques liés à l'utilisation du réseau. À travers cette campagne de sensibilisation, Algérie Télécom rappelle ainsi qu'un simple geste peut contribuer à renforcer la sécurité de toute une connexion domestique. L'opérateur invite, en définitive, ses abonnés à faire de la protection de leur réseau Wi-Fi une habitude, au même titre que les autres réflexes de sécurité numérique. Sécuriser sa connexion, c'est aussi protéger ses données, ses appareils et les usages numériques de l'ensemble du foyer.

F.A.

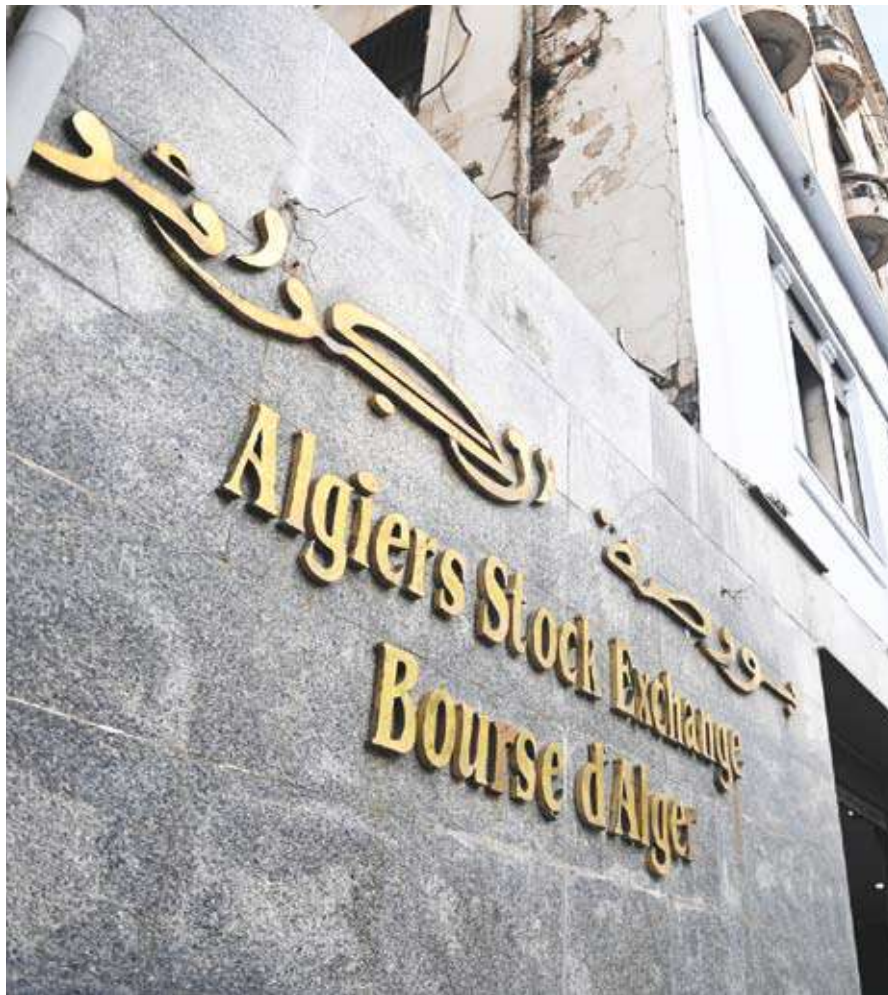
BOURSE D'ALGER

La capitalisation boursière à 743,64 milliards DA au premier semestre 2026

FATIHA A.

La place financière algérienne poursuit sa trajectoire de modernisation. Dans son bulletin consacré au premier semestre 2026, la COSOB dresse un état des lieux de l'évolution du marché financier national et revient sur les différentes initiatives réglementaires, institutionnelles et de coopération conduites durant cette période. Malgré un léger recul de la capitalisation boursière, l'activité sur le marché secondaire a progressé, confirmant la dynamique de développement engagée ces dernières années. Parmi les principaux indicateurs présentés figure celui de la capitalisation boursière de la Bourse d'Alger, qui s'est établie à 743,64 milliards de dinars au 30 juin 2026. Ce niveau représente une légère diminution de 1,85 milliard de dinars, soit 0,25 %, par rapport à la capitalisation enregistrée à la même date de l'année 2025. Cette évolution intervient néanmoins dans un contexte marqué par une tendance globalement haussière de la capitalisation boursière depuis 2023. Cette progression traduit, selon la COSOB, l'évolution du marché et l'intérêt croissant des investisseurs pour les valeurs cotées à la Bourse d'Alger. L'autre indicateur mis en avant par le bulletin concerne le nombre de transactions réalisées sur le marché secondaire. Celui-ci a enregistré une progression notable durant les six premiers mois de 2026. Selon les données de la COSOB, 2.268 transactions ont été réalisées au premier semestre 2026, contre 2.060 transactions durant la même période de 2025. Le nombre d'opérations a ainsi progressé de 10 % sur une année. Cette hausse concerne l'ensemble des titres cotés pris en compte dans l'analyse, y compris les titres de créances. Elle témoigne d'un regain d'activité sur le marché secondaire et d'une évolution positive de la dynamique des échanges de titres. L'amélioration du volume des transactions constitue ainsi un signal encourageant pour le développement du marché financier algérien, dans un contexte où les autorités cherchent à renforcer son rôle dans le finance-

La Commission d'Organisation et de Surveillance des Opérations de Bourse (COSOB) vient de publier son Bulletin d'information du premier semestre 2026, mettant en lumière les principales évolutions du marché financier algérien ainsi que les actions engagées par l'autorité de régulation.



ment de l'économie nationale. Le premier semestre 2026 a également été marqué par la poursuite de la modernisation du cadre réglementaire. La COSOB souligne notamment la mise en œuvre du Règlement COSOB n°25-04 du 22 octobre 2025, consacré au renforcement de la transparence et à l'amélioration de la qualité

de l'information communiquée par les émetteurs. Cette évolution réglementaire vise à améliorer la disponibilité, la fiabilité et la qualité des informations mises à la disposition des investisseurs, éléments essentiels au bon fonctionnement d'un marché financier moderne. À travers ce dispositif, la COSOB entend également conso-

lider la confiance des investisseurs et renforcer les conditions nécessaires à une meilleure prise de décision sur le marché. Parallèlement aux actions réglementaires, la COSOB a poursuivi ses efforts en matière de développement du marché et de renforcement des compétences des différents acteurs de la place financière. Le premier semestre a notamment été marqué par plusieurs initiatives de coopération et d'échange d'expertise avec des institutions et organisations spécialisées, parmi lesquelles l'Organisation internationale des commissions de valeurs (IOSCO), l'Union des autorités arabes des marchés financiers (UASA), la Banque mondiale, la Fondation IFRS et la Fédération panafricaine des comptables (PAFA). Des échanges ont également été menés avec le Conseil du marché financier tunisien (CMF) ainsi qu'avec l'Autorité de régulation financière de la République arabe d'Égypte (FRA). Ces partenariats contribuent au rapprochement des pratiques réglementaires et professionnelles et permettent à la place financière algérienne de renforcer son intégration dans son environnement régional et international. À travers la publication de ce bulletin, la COSOB met ainsi en évidence les avancées enregistrées sur plusieurs fronts : évolution de la capitalisation, progression du nombre de transactions, modernisation du cadre réglementaire, amélioration de la transparence et développement de la coopération internationale. Si la légère baisse de la capitalisation au premier semestre 2026 appelle à suivre attentivement l'évolution du marché, la progression de 10 % du nombre de transactions constitue un indicateur positif de l'activité de la place d'Alger. La COSOB réaffirme, à travers ces différentes actions, son objectif de consolider un marché financier transparent, intègre et performant, capable de contribuer davantage au financement de l'économie nationale tout en assurant une meilleure protection des investisseurs.

COMMERCE INTÉRIEUR

Le réseau des inspections de contrôle de la qualité porté à 53 structures

Le dispositif de contrôle de la qualité et de lutte contre les pratiques frauduleuses aux frontières vient d'être renforcé. Un arrêté interministériel publié dans le dernier numéro du journal officiel, porte à 53 le nombre d'inspections chargées du contrôle de la qualité et de la répression des fraudes au niveau des frontières terrestres et maritimes, des aéroports ainsi que des zones et entrepôts sous douane. Le nouveau texte intervient pour actualiser l'organisation des structures chargées du contrôle des marchandises et des produits au niveau des différents points d'entrée et espaces placés sous contrôle douanier. La principale modification introduite concerne l'article 2 de l'arrêté interministériel de 2011. Celui-ci prévoit désormais la création de cinquante-trois (53) inspections du contrôle de la qualité et de la répression des fraudes. Ces inspections sont réparties au niveau de plusieurs points stratégiques du territoire national, notamment les frontières terrestres et maritimes, les infrastructures aéroportuaires ainsi que les zones et entrepôts sous douane. Cette évolution traduit la volonté de renforcer la couverture territoriale du contrôle et d'assurer une présence plus structurée des services compétents dans les principaux espaces où transitent les marchandises destinées au marché

national ou à l'exportation. Les inspections du contrôle de la qualité et de la répression des fraudes jouent un rôle important dans la protection du consommateur et dans la préservation de la conformité des produits commercialisés sur le marché algérien. Leur présence au niveau des frontières permet notamment de contribuer au contrôle des marchandises importées, afin de vérifier leur conformité aux exigences réglementaires applicables en matière de qualité, de sécurité et de protection du consommateur. Le renforcement du réseau d'inspections vise ainsi à consolider les mécanismes de prévention et de détection des pratiques frauduleuses susceptibles de concerner les produits entrant sur le territoire national. L'implantation de ces inspections au niveau des frontières et des zones sous douane s'inscrit également dans une logique de complémentarité avec les services chargés du contrôle douanier. La multiplication des points de contrôle permet aux différentes administrations concernées de disposer d'un dispositif plus proche des opérations d'importation, de stockage et de circulation des marchandises. Elle contribue également à faciliter les opérations de vérification et à renforcer la traçabilité des produits soumis aux contrôles réglementaires. Les zones et entrepôts sous douane constituent, à ce titre, des

espaces particulièrement importants dans le dispositif, puisqu'ils accueillent des marchandises avant leur mise à la consommation ou leur orientation vers d'autres régimes douaniers. À travers cette modification réglementaire, les pouvoirs publics renforcent donc l'architecture institutionnelle dédiée au contrôle de la qualité et à la lutte contre la fraude. Le passage à 53 inspections permet de consolider le maillage des services de contrôle au niveau des frontières et des principaux points de passage des marchandises. Il s'agit également d'un levier supplémentaire pour prévenir l'introduction de produits non conformes ou susceptibles de présenter des risques pour les consommateurs. Cette mesure intervient dans un contexte où le contrôle des flux de marchandises revêt une importance croissante, notamment avec la nécessité d'assurer un équilibre entre la facilitation des échanges commerciaux et le respect des normes de qualité et de sécurité. Ainsi, le nouvel arrêté interministériel du 5 mai 2026 vient actualiser un dispositif réglementaire mis en place en 2011 et confirme l'importance accordée au renforcement des contrôles aux frontières, à la protection du consommateur et à la lutte contre les différentes formes de fraude liées aux marchandises.

F.A.

Les prix du pétrole reculent

Les prix du pétrole ont reculé hier, les investisseurs semblant adopter une approche mesurée face à l'élargissement des sanctions américaines contre l'Iran. Les contrats à terme sur le Brent reculaient de 1,9% à 90,38\$ le baril à 09h53, tandis que les contrats à terme sur le brut américain West Texas Intermediate perdaient 2,0% à 83,25\$ le baril, selon le site investing. Le Brent, ainsi que le WTI américain, avaient clôturé en baisse de plus de 2% lors de la session précédente. Le WTI, en particulier, se situe désormais autour d'un plus bas d'une semaine, porté selon les analystes par des prises de bénéfices à la suite d'un rallye de plusieurs semaines. « Les prix du pétrole ont dérivé à la baisse hier malgré le renouvellement des plans américains visant à renforcer la pression économique sur l'Iran », ont indiqué les analystes d'ING dans une note adressée à leurs clients. « Les traders considèrent les efforts américains visant à éloigner leurs partenaires du commerce iranien comme marginaux plutôt que susceptibles de faire bouger les marchés. » « Le marché n'a pas été impressionné par l'annonce de Bessent concernant une campagne « sans précédent » visant à isoler l'Iran de l'économie mondiale. Il a averti que tout État faisant des affaires avec l'Iran risquait des sanctions. Cependant, aucun calendrier précis ni aucun plan d'action n'ont été communiqués », ont déclaré les analystes d'ANZ dans une note.

R.E.

APPROVISIONNEMENT EN SEMENCES ET ENGRAIS À TIARET

Ouverture de guichets uniques pour bénéficiaires du crédit « **R'FIG** »

Plusieurs organismes, à l'instar de la direction des Services agricoles, à travers ses services déconcentrés au niveau des daïras, de la Chambre d'agriculture, de l'Union de wilaya des agriculteurs et des CCLS, mènent des actions de sensibilisation auprès des agriculteurs sur le fonctionnement de ces guichets, les modalités d'accès au crédit «R'FIG», ainsi que les différentes mesures et aides accordées par l'Etat.



Des guichets uniques ont été ouverts au niveau des trois coopératives de céréales et de légumes secs (CCLS) de la wilaya de Tiaret afin d'approvisionner les agriculteurs en semences et engrais agricoles dans le cadre du crédit «R'FIG», en prévision du lancement de la campagne de labours-semailles, a-t-on appris lundi auprès de la direction des Services agricoles (DSA). La chargée de l'information auprès de la DSA, Bakhta Safou, a indiqué que ces guichets regroupent des représentants de la Banque de l'agriculture et du développement rural (BADR), de la Caisse nationale de mutualité agricole (CNMA), ainsi que des CCLS de Tiaret, Frenda et Mahdia. Ces guichets sont

destinés à réceptionner les dossiers des agriculteurs souhaitant financer les opérations de labours-semailles dans leurs exploitations grâce au crédit «R'FIG». Les deux établissements financiers concernés prennent en charge les coûts liés à l'acquisition des différents intrants agricoles, notamment les semences et les engrais de différentes catégories, que les coopératives mettent à la disposition des agriculteurs remplissant les conditions requises. Les bénéficiaires sont tenus de rembourser les crédits contractés à la fin de la campagne agricole, a précisé la même source. En outre, plusieurs organismes, à l'instar de la direction des Services agricoles, à travers ses services déconcentrés au niveau des daïras,

de la Chambre d'agriculture, de l'Union de wilaya des agriculteurs et des CCLS, mènent des actions de sensibilisation auprès des agriculteurs sur le fonctionnement de ces guichets, les modalités d'accès au crédit «R'FIG», ainsi que les différentes mesures et aides accordées par l'Etat. Par ailleurs, la responsable a fait savoir que les trois CCLS de la wilaya avaient réceptionné, depuis le début de la campagne de moisson-battage, qui touche à sa fin, un total de 2,4 millions de quintaux de céréales de différentes variétés, notamment de blé dur, de blé tendre et d'orge. Elle a ajouté que ces quantités devraient contribuer à assurer la disponibilité de semences de qualité et en quantité suffisante, en prévision de la prochaine campagne agricole.

BÉCHAR

Vers la rénovation du réseau **d'assainissement** dans plusieurs quartiers

La commune de Béchar a annoncé, lundi, la programmation de travaux de rénovation et de réhabilitation du réseau d'assainissement dans plusieurs quartiers de la ville, dans le cadre des efforts visant à améliorer les infrastructures urbaines et les conditions de vie des habitants. Selon la même source, l'opération porte sur cinq lots de travaux couvrant plusieurs secteurs et quartiers de la ville. Elle vise notamment à améliorer le fonctionnement du réseau d'assainissement et à remédier aux insuffisances relevées sur certaines de ses portions. Les entreprises chargées de la réalisation de ces tra-

vaux ont été désignées à l'issue de l'achèvement des procédures légales et réglementaires en vigueur en matière de marchés publics, menées par les services compétents, notamment le service des marchés publics et de l'équipement. Cette opération s'inscrit dans le cadre du programme de la commune visant à moderniser les réseaux d'assainissement et à améliorer la qualité des services publics fournis aux citoyens. Elle ambitionne également de renforcer l'efficacité du système d'évacuation des eaux usées et de réduire les dysfonctionnements susceptibles d'affecter le bon fonctionnement de

ces infrastructures. Les travaux devraient notamment porter sur le renouvellement de certaines canalisations d'assainissement ainsi que la réhabilitation des équipements qui y sont associés, afin d'améliorer l'évacuation des eaux usées et de renforcer la durabilité du réseau, précise-t-on. Ce projet intervient dans le cadre de la poursuite par la commune de Béchar de la réalisation de projets d'infrastructures et de l'amélioration des équipements et services publics, en vue de répondre aux besoins des habitants et de contribuer à l'amélioration du cadre urbain de la ville.

KHENCHELA

Bientôt 5 marchés de proximité de **fournitures scolaires**

La direction du commerce de la wilaya de Khenchela a prévu d'ouvrir, au cours de la première semaine du mois de septembre prochain, cinq marchés de proximité de vente des fournitures scolaires, a indiqué lundi la chargée de communication à cette direction, Farida Tagaout. La même source a précisé à l'APS que l'ouverture de ces marchés est projetée au hall de la maison de la culture Ali Souaïhi, un espace commercial

privé dans la commune de Khenchela, la maison de jeunes Mohamed-Hamlaoui de la commune d'Ain Touila, à la maison de jeunes frères Zouaghi de la commune de Kaïs et à la maison de jeunes Abderazak Nabti de la commune de chechar. La même cadre a précisé que 78 opérateurs économiques, trois artisans et l'Office national des publications scolaires participeront à cette manifestation commerciale qui précédera de deux semaines la rentrée scolaire et se poursuivra

jusqu'à la fin du mois de septembre. Ces marchés de proximité tenus sous forme d'expositions seront consacrés à la commercialisation des manuels scolaires des trois paliers de l'enseignement, des divers articles scolaires, des blouses scolaires et de vêtements pour écoliers, selon la même source. Mme Tagaout a également souligné que la direction du commerce mobilisera des brigades pour le contrôle des marchés de vente des articles

scolaires et la vérification de la conformité des produits vendus aux normes requises outre l'affichage des prix. Toutes les dispositions ont été prises pour assurer le succès de cette manifestation commerciale dont l'objectif est de mettre les articles scolaires à la disposition des parents d'élèves à des prix compétitifs et à rapprocher les espaces commerciaux des citoyens à la veille de la nouvelle année scolaire, a indiqué la même source.

SOUK AHRAS
Plus de 1,4 million de quintaux de céréales collectés par la CCLS

La coopérative des céréales et des légumes secs (CCLS) de la wilaya de Souk Ahras a collecté, dans le cadre de la campagne moissons-battage de la saison en cours, plus de 1,4 million de quintaux de céréales de différentes espèces, a indiqué, lundi, le directeur-adjoint de cette coopérative, Mokdad Chibi. Le même responsable a précisé à l'APS que la quantité de céréales réceptionnée jusqu'à dimanche (hier) s'est élevée à 951.988 quintaux de blé dur, 329.365 quintaux de blé tendre, 119.366 quintaux d'orge et 500 quintaux entre avoine et triticale. S'agissant des capacités locales de stockage, la wilaya de Souk Ahras dispose de (15) points de collecte de céréales d'une capacité totale estimée à 1 million de quintaux, ainsi que de neuf (9) nouveaux centres de stockage de proximité récemment mis en service, d'une capacité estimée à 450.000 quintaux. M. Chibi a indiqué, dans le même ordre d'idées, que la wilaya a bénéficié de deux projets portant sur la construction de deux silos de stockage de céréales dans les communes d'Oum El Adhaïm et d'Oued Kebrit, totalisant une capacité de 1,1 million de quintaux qui, une fois mis en service, renforceront et consolideront le système de stockage de céréales dans la wilaya où la capacité totale d'emmagasiner sera portée à 2,650 millions de quintaux.

TÉBESSA
Lancement de travaux de réhabilitation du poste frontalier de Ras El Ayoun

Des travaux de réhabilitation du poste frontalier terrestre de Ras El Ayoun, situé dans la commune d'El Kouif (wilaya de Tébessa) ont été lancés, ont indiqué, lundi, les services de la wilaya. La même source a précisé qu'une enveloppe financière de plus de 126 millions de dinars a été allouée à la réalisation de ces travaux destinés à accueillir dans de meilleures conditions les voyageurs transitant par ce poste. Les services de la wilaya ont ajouté que le délai de réalisation des travaux, lancé début août, est fixé à six (6) mois, soulignant que cette opération vise à améliorer la qualité des services liés aux formalités et à offrir aux voyageurs de meilleures conditions de circulation. La direction de l'Administration locale (DAL) qui supervise le projet a insisté auprès de l'entreprise de réalisation sur le respect des spécifications techniques et des normes de qualité, ainsi que sur l'accélération du rythme des travaux, ont conclu les services de la wilaya.

SANTÉ

Comment prévenir les troubles de la **thyroïde** ?

PAR AMEL B

Les maladies de la thyroïde sont fréquentes et peuvent se manifester par des troubles parfois discrets, de la fatigue aux variations de poids en passant par les palpitations ou les perturbations du cycle menstruel. Si toutes les pathologies thyroïdiennes ne peuvent pas être évitées, certaines habitudes et mesures de prévention permettent néanmoins de préserver le bon fonctionnement de cette petite glande essentielle et de limiter certains facteurs de risque.

Parmi les éléments essentiels figure l'iode, un micronutriment indispensable à la fabrication des hormones thyroïdiennes. Une carence importante peut provoquer un goitre et favoriser l'hypothyroïdie. La question est particulièrement importante pendant la grossesse, car les besoins en iode augmentent et cet élément joue un rôle essentiel dans le développement cérébral du fœtus. L'Organisation mondiale de la Santé (OMS) et l'UNICEF recommandent l'iodation universelle du sel comme stratégie de santé publique pour prévenir les carences en iode. Toutefois, la supplémentation des femmes enceintes dépend notamment de la disponibilité du sel iodé dans le pays et de la situation nutritionnelle de la population.

Attention toutefois à l'excès d'iode. Une consommation excessive, notamment par l'intermédiaire de compléments fortement dosés ou de produits à base d'algues comme le kelp, peut perturber le fonctionnement de la thyroïde. L'American Thyroid Association (ATA) déconseille notamment les compléments contenant de fortes doses d'iode et souligne qu'il n'existe pas de bénéfice établi à consommer quotidiennement des doses élevées chez les personnes dont les apports sont déjà suffisants.

La grossesse constitue une période durant laquelle la fonction thyroïdienne mérite une attention particulière. Les hormones thyroïdiennes sont indispensables au développement du fœtus, notamment du cerveau. L'OMS souligne ainsi l'importance d'un apport suffisant en iode pendant la grossesse et l'allaitement.

Les recommandations de l'American Thyroid Association ont été actualisées en 2026. Ces nouvelles recommandations internationales, abordent notamment la fonction thyroïdienne, l'apport en iode, l'hypothyroïdie, l'hyperthyroïdie, la maladie de Basedow, les nodules et les troubles thyroïdiens après l'accouchement.

Les femmes ayant déjà une maladie thyroïdienne, prenant un traitement pour la thyroïde ou présentant des facteurs de risque doivent donc en parler à leur médecin lorsqu'elles envisagent une grossesse ou dès que celle-ci est confirmée. Un traitement déjà prescrit peut notamment nécessiter une adaptation pendant la grossesse.

Contrairement à certaines affirmations diffusées sur internet, aucun régime alimentaire particulier n'a démontré qu'il pouvait prévenir l'ensemble des maladies thyroïdiennes. L'American Thyroid Association rappelle qu'aucun régime ou complément

Face à des troubles thyroïdiens parfois difficiles à prévenir, quelques réflexes simples peuvent contribuer à protéger la santé de la glande : alimentation équilibrée, apport suffisant en iode, vigilance face aux compléments alimentaires et suivi médical adapté.



vitaminique ne permet d'éliminer une maladie thyroïdienne.

Les compléments alimentaires : attention à l'automédication

Il n'est donc pas recommandé, en l'absence d'une indication médicale précise, de supprimer systématiquement le gluten, les produits laitiers, le soja ou les légumes crucifères dans le seul objectif de « protéger » la thyroïde. De même, les cures « détox » et les produits présentés comme capables de « nettoyer », « stimuler » ou « réparer » la thyroïde ne reposent pas sur des preuves scientifiques suffisantes.

La meilleure approche consiste à privilégier une alimentation variée et équilibrée, sans rechercher des doses élevées d'un nutriment particulier. Les perturbateurs endocriniens constituent un important sujet de recherche scientifique. Certaines substances peuvent interagir avec le système hormonal et des travaux étudient notamment leur possible implication dans certaines maladies thyroïdiennes. Par mesure générale de précaution, il est néanmoins possible de limiter les expositions inutiles aux produits chimiques : aérer régulièrement les logements, respecter les consignes d'utilisation des pesticides et autres produits chimiques et suivre les recommandations de sécurité concernant les produits ménagers et professionnels.

Les compléments alimentaires constituent un autre point de vigilance. Certains produits destinés à la perte de poids, à l'énergie ou à la « détox » peuvent contenir de l'iode, des algues ou d'autres substances susceptibles d'interagir avec la fonction thy-

roïdienne. Un complément alimentaire n'est pas automatiquement sans risque parce qu'il est vendu comme naturel. L'ATA rappelle notamment que les fortes doses d'iode peuvent provoquer ou aggraver un dysfonctionnement thyroïdien. Il est donc préférable de ne pas prendre d'iode, de sélénium ou d'autres compléments présentés comme bénéfiques pour la thyroïde sans demander conseil à un professionnel de santé, particulièrement en cas de maladie thyroïdienne, de grossesse ou de traitement médicamenteux. L'exposition aux rayonnements ionisants, notamment pendant l'enfance, constitue un facteur de risque reconnu du cancer de la thyroïde. La prévention repose notamment sur le recours approprié aux examens irradiants : une radiographie ou un scanner doivent être réalisés lorsqu'ils sont médicalement justifiés, en tenant compte du bénéfice attendu et de l'exposition aux rayonnements. Il n'existe pas de comportement unique permettant d'empêcher l'apparition d'une maladie thyroïdienne. En revanche, ne pas fumer, avoir une alimentation équilibrée, pratiquer régulièrement une activité physique et maintenir une bonne hygiène de vie sont bénéfiques pour la santé générale et contribuent à réduire le risque de nombreuses maladies chroniques. Il faut savoir qu'une consultation médicale est particulièrement indiquée en cas de fatigue persistante inexpliquée, de variation importante du poids, de palpitations, de frilosité inhabituelle ou d'intolérance à la chaleur, de troubles persistants du cycle menstruel, de difficultés de fertilité ou d'apparition d'une grosseur au niveau du cou.

A.B

Oran

Caravane scientifique au profit des enfants de la communauté à l'étranger

Les enfants de la communauté nationale établie à l'étranger, participant aux camps d'été organisés dans la wilaya d'Oran, ont bénéficié d'un programme scientifique interactif dans le cadre d'une caravane scientifique qui a fait escale à la Maison de jeunes de Belgaïd, dans la commune de Bir El Djir, a indiqué lundi la direction de la Jeunesse et des Sports (DJS). Organisée dimanche, cette caravane propose une série d'ateliers et d'activités scientifiques et interactives, conçus en fonction de l'âge des participants. L'objectif est de leur permettre d'acquérir de nouvelles connaissances, de développer leurs capacités intellectuelles et pratiques et de stimuler leur curiosité, leur esprit de découverte et leur créativité, dans une atmosphère à la fois éducative et ludique. Supervisée par la DJS, cette initiative vise à intégrer davantage les activités scientifiques à l'expérience estivale des enfants, à travers un contenu pédagogique alliant apprentissage et divertissement. Elle les encourage notamment à poser des questions, à observer, à expérimenter et à rechercher des solutions innovantes.

Les différents ateliers offrent également aux participants l'occasion de renforcer leurs compétences en matière de communication et de travail en équipe, tout en développant leur esprit d'initiative et leur confiance en soi. Ils permettent, par ailleurs, de mettre à profit leur temps libre durant les vacances à travers des activités constructives et enrichissantes. Cette caravane revêt une importance particulière pour les enfants de la communauté nationale établie à l'étranger, en leur offrant, durant leur séjour en Algérie, l'accès à des programmes éducatifs et récréatifs de qualité. Elle constitue également une opportunité pour eux de mieux interagir avec leur environnement et de découvrir de nouvelles facettes de la vie culturelle et scientifique de leur pays d'origine. L'initiative s'inscrit dans le cadre des efforts du secteur de la jeunesse visant à enrichir le contenu des camps d'été et à diversifier leurs programmes, afin d'en faire de véritables espaces dédiés à l'apprentissage, au divertissement et au développement des compétences, selon la même source. Ces activités devraient ainsi contribuer à enrichir l'expérience des enfants bénéficiaires en leur offrant un environnement stimulant, propice à l'apprentissage et à la découverte, tout en renforçant leur intérêt pour les sciences et le savoir et en consolidant la dimension éducative des camps d'été.

CLIMAT

Les océans mondiaux ont connu samedi un **record** de température moyenne

La température des eaux de surface des océans mondiaux a atteint 21,1 C en moyenne samedi, un record absolu sur une journée, sous l'effet du réchauffement climatique et du développement du phénomène El Nino, a annoncé lundi l'observatoire européen Copernicus. Ce record de température dépasse celui établi en mars 2024, à 21,09 C, alors que le phénomène climatique El Nino de cette année pourrait être le plus important jamais connu, selon des scientifiques. Ce phénomène climatique naturel, qui revient à tous les deux à sept ans, s'ajoute à une tendance de fond de réchauffement

des océans, due à l'accumulation de gaz à effet de serre dans l'atmosphère. Ce record journalier enregistré au mois d'août est surprenant, remarque Copernicus dans un communiqué, car les températures océaniques mondiales « atteignent généralement leur niveau le plus élevé en mars et avril », à la fin de l'été dans l'hémisphère sud, où se trouvent les plus grandes étendues océaniques. Les océans jouent un rôle de régulateur du climat en absorbant 90% de la chaleur excédentaire générée par les activités humaines. « Ce record est un nouveau signe évident d'un océan soumis à un stress croissant », a souligné

Samantha Burgess, une responsable de Copernicus, citée dans le communiqué. « A mesure que les températures océaniques continuent d'augmenter, les risques pour les écosystèmes marins et les communautés côtières s'accroissent également », souligne-t-elle. L'élévation des températures océaniques augmente également le risque de phénomènes météorologiques extrêmes, rappelle Copernic. Un océan plus chaud apporte davantage de chaleur et d'humidité à l'atmosphère, ce qui peut intensifier les prélèvements et les tempêtes.

VENEZUELA
Nouveau bilan officiel de 6.509 morts deux mois après le double séisme

Le double séisme qui a frappé le Venezuela a fait 6.509 morts, selon un nouveau bilan communiqué lundi par le gouvernement par intérim, alors que les secouristes et proches cherchent toujours des corps dans les déclins deux mois après la tragédie. Le bilan officiel précédent, transmis le 17 août, faisait état de 6.438 morts. Au moins 190 immeubles se sont effondrés après les tremblements de terre de magnitudes 7,2 et 7,5 qui ont frappé le 24 juin le littoral vénézuélien et notamment l'Etat de La Guaira, au nord de Caracas. Deux mois après la catastrophe, des secouristes bénévoles et proches des victimes continuent de fouiller les déclins à La Guaira pour retrouver des corps. Les personnes dont le corps n'a pas encore été retrouvé sont considérées comme disparues. A ce jour, le gouvernement n'a pas publié de chiffre sur le nombre de personnes n'ayant plus donné de signe de vie. Selon un dernier bilan, quelque 25.240 logements sont habitables. A La Guaira, les autorités ont procédé à plusieurs implosions contrôlées de bâtiments menaçant de s'effondrer. Des milliers d'habitants vivent dans des camps temporaires, souvent dans des conditions précaires et à la merci des pluies torrentielles qui se sont abattues ces dernières semaines sur la région. Le gouvernement intérimaire de Delcy Rodriguez a promis des logements pour les sinistrés. A ce jour, 335 ont été mis à disposition, sur les 4.000 promis d'ici la fin de l'année.

INCENDIE AUX ETATS-UNIS

Évacuation de milliers de personnes dans l'ouest du pays

Des dizaines de milliers de personnes se préparaient à passer une nouvelle nuit loin de leur domicile lundi dans le Nevada, alors qu'un incendie progressait vers Reno, l'une des principales villes de cet Etat de l'Ouest américain. Sur la recommandation des autorités locales, les écoles ont été fermées lundi dans tout le comté de Washoe, qui englobe l'agglomération de Reno (280.000 habitants). Environ 24.000 personnes étaient encore soumises à un ordre d'évacuation lundi, ont indiqué les autorités. Des dizaines de milliers d'autres ont été placées en état d'alerte et invitées à préparer des sacs afin de pouvoir partir à tout moment. Le feu a ravagé plus de 6.000 hectares depuis son déclenchement samedi sur les contreforts de la Sierra Nevada. Les pompiers ont affirmé avoir contenu 27% de son périmètre. Aucun mort n'est à déplorer à ce stade mais les flammes ont déjà détruit des maisons situées au sommet des montagnes et fait sept blessés, dont trois secouristes, selon les médias locaux. Les centaines de pompiers américains mobilisés contre l'incendie, baptisé «Hawk Fire», ont reçu l'appui d'équipes spécialisées venues d'Australie et de Nouvelle-Zélande. Le chef des pompiers locaux Richard Edwards a affirmé lors d'une conférence de presse lundi que l'incendie était «d'origine humaine». «Nous ne savons pas s'il a été déclenché intentionnellement ou accidentellement. Les enquêteurs continuent donc leur travail à ce sujet. Selon toute vraisemblance, l'origine de cet incendie sera classée comme indéterminée», a-t-il ajouté. Il avait avant cela exhorté la popula-

Face à la progression rapide d'un important feu de forêt menaçant plusieurs zones résidentielles, des dizaines de milliers de personnes ont été évacuées dans l'ouest des Etats-Unis, tandis que les pompiers poursuivent leurs efforts pour contenir les flammes, qui ont déjà ravagé plus de 6.000 hectares et détruit des maisons.



tion à se tenir prête à évacuer immédiatement dès qu'on lui en donnerait l'ordre. «L'incendie Hawk est un événement très dynamique pour nous, car il est attisé par le vent. Les feux alimentés par le vent se propagent très rapidement vers nos zones résidentielles», a-t-il

averti. «Si on vous a demandé d'évacuer, n'attendez pas !», a déclaré la maire de Reno, Hillary Schieve. Reno est située au nord-ouest du Nevada, près de la frontière avec la Californie et de la zone touristique du lac Tahoe, dans la Sierra Nevada.

ONU

Plus des deux tiers des Soudanais ont besoin d'une aide urgente

Le secrétaire général adjoint des Nations unies aux affaires humanitaires et Coordonnateur des secours d'urgence, Tom Fletcher, a alerté sur l'aggravation de la crise humanitaire au Soudan, soulignant que plus des deux tiers de la population du pays ont désormais un besoin urgent d'une aide vitale. Lors d'un briefing au Conseil de sécurité consacré au Soudan, tenu lundi par visioconférence, M. Fletcher a indiqué que l'ONU avait recensé près de 1.400 décès parmi les civils au cours du premier semestre de l'année en cours, dont plus de 1.100 causés par des frappes de drones. Ces chiffres concordent avec les dernières données du Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'Homme concernant les pertes civiles au Soudan. Il a ajouté que les combats à El-Obeid, dans l'Etat du Kordofan-Nord, s'étaient intensifiés, alors même qu'environ

15.000 familles sont arrivées dans la ville depuis la mi-juillet, accentuant la pression sur les sites de déplacement et les services, déjà arrivés à saturation. Le responsable onusien a souligné que les villes de Dilling et Kadugli, dans le Kordofan-Sud, constituaient une priorité majeure pour la réponse humanitaire, tandis que la présence de l'ONU demeure extrêmement limitée dans le Kordofan-Ouest, récemment touché par une épidémie de choléra. L'escalade des violences dans les monts Noubas a également isolé des communautés déjà confrontées à une insécurité alimentaire chronique. Au Darfour-Nord, M. Fletcher a précisé que les combats et les frappes de drones continuaient d'entraver l'acheminement de l'aide, alors que des centaines de milliers de personnes ayant fui El-Facher vers la région de Tawila ont un besoin urgent d'assistance humanitaire. Selon M.

Fletcher, l'ONU est en bonne voie d'atteindre son objectif de fournir une aide alimentaire à 11,4 millions de personnes, mais reste encore loin des objectifs fixés dans les secteurs de l'éducation, de la santé, de l'hébergement et de l'eau. Par ailleurs, le responsable onusien a salué les progrès réalisés dans la réduction des obstacles bureaucratiques aux opérations humanitaires et remercié les autorités soudanaises ainsi que le gouvernement tchadien pour le maintien de l'ouverture du point de passage frontalier d'Adré, qui constitue l'une des principales voies d'acheminement de l'aide aux populations affectées. Il a enfin appelé à «une diplomatie internationale soutenue et plus audacieuse» afin de mettre fin au conflit qui secoue le Soudan depuis avril 2023, et qui oppose l'armée aux Forces de soutien rapide (FSR).

FRANCE

Une tornade dévaste un village et fait 41 blessés

Une tornade a fait 41 blessés, dont 15 ont été hospitalisés, en ravageant lundi après-midi un village du sud-ouest de la France, où 300 maisons ont été endommagées. Le phénomène a frappé vers 17H20 (15H20 GMT) la commune de Pomas, qui compte environ 1.000 habitants. Un nouveau bilan de la préfecture du département de l'Aude à 22H30 (20H30 GMT) a fait état de «41 personnes prises en charge et ayant transité par le poste de regroupement des victimes, dont 15 personnes évacuées vers un centre hospitalier». Une femme enceinte a été blessée dans l'effondrement de sa maison et transportée à l'hôpital, a expliqué son mari sur place, sans donner son nom. Elle a été ensevelie dans la chute d'un mur mais protégée par son canapé, a précisé la gendarmerie. L'état de santé de son bébé n'était pas connu. Deux centres d'hébergement ont été ouverts aux victimes pour la nuit, l'un à la salle polyvalente de Pomas et le deuxième dans une commune proche, Limoux. Le bilan matériel fait état de 300 habitations impactées et «des opérations de mise en sécurité des bâtiments sont en cours, notamment au rez-de-chaussée des habitations les plus touchées, afin de prévenir tout risque d'effondrement», explique encore la préfecture. De nombreuses toitures ont été arrachées et des maisons soufflées. «Les opérations de levée de doute se poursuivent sur la commune», a indiqué la préfecture, mais les secouristes ne recherchent aucun disparu, a-t-elle précisé. «A cette heure, plus de 120 sapeurs-pompiers sont sur place, appuyés par des spécialistes», détaille la préfecture, et des renforts des départements voisins sont attendus sur place. De nombreuses vidéos publiées sur les réseaux sociaux montrent la tornade se déplacer en tourbillonnant vers le ciel orageux dans plusieurs communes de l'Aude. Météo France avait placé plusieurs départements du Sud-Ouest, dont l'Aude, en vigilance orange aux orages, soulignant le risque de phénomènes localement violents. La vigilance a été levée à 19H00 (17H00 GMT) pour le département. Plusieurs routes étaient toujours coupées à la circulation tard dans la soirée, en raison de chutes d'arbres et pour faciliter l'intervention des secours. A 19H30 (17H30 GMT), 2.800 foyers étaient privés d'électricité dans dix communes. Les orages qui ont frappé lundi soir le sud de la France ont provoqué de très fortes perturbations dans tous les modes de transports, que ce soit sur les routes, le rail et dans le ciel, a indiqué le ministère des Transports dans un point de situation. Le trafic a notamment été interrompu entre les villes de Narbonne et Sète. La 3e étape du Tour d'Espagne, partie de Gruissan dans l'Aude, a été définitivement arrêtée et annulée par l'organisation, en raison d'une tempête de grêle qui a forcé les coureurs à se mettre à l'abri à moins de 20 kilomètres de l'arrivée à Font-Romeu, dans le département voisin des Pyrénées-Orientales.

JM TARENTE-2026

L'EN **frappe** fort face à l'Italie et se rapproche des demi-finales

Après avoir déjà réussi son entrée en lice face au Kosovo (2-1), les jeunes Algériens ont confirmé leur bon départ dans la compétition en signant une deuxième victoire consécutive, qui leur permet de prendre seuls les commandes du groupe B avec six points. Face au pays hôte, les Verts ont surtout fait preuve de caractère et de maîtrise. Lahlou Akhrib a montré la voie en ouvrant le score dès la 18e minute, récompensant ainsi la bonne entame de son équipe. Malgré la réduction du score italienne, consécutive à un but contre son camp d'Abdelhamid Naim, les Algériens n'ont jamais perdu le fil de leur rencontre. Ils ont continué à aller de l'avant et ont fini par faire la différence dans le dernier quart d'heure. Benahmed Kohili a d'abord redonné de l'air à son équipe à la 79e minute, avant que Mohamed Bouderbala ne scelle définitivement le succès algérien à la 87e minute. Cette victoire, aussi importante sur le plan comptable que sur le plan moral, place désormais la sélection algérienne dans une position idéale avant la dernière journée de la phase de groupes. Avec six points au compteur, l'Algérie devance l'Albanie, qui totalise quatre unités, tandis que l'Italie ne compte qu'un seul point. Le rendez-vous de mercredi face aux Albanais constituera donc une nouvelle étape importante dans la quête d'une qualification pour la suite du tournoi.

Une formidable opportunité pour cette génération

Mais au-delà des résultats et de l'objectif immédiat, cette participation aux Jeux méditerranéens représente surtout une formidable opportunité pour cette génération. Ces jeunes joueurs évoluent dans un contexte international, découvrent la pression de la compétition et se confrontent à des adversaires de qualité. Autant d'éléments qui doivent leur permettre de gagner en maturité et de franchir progressivement les différentes étapes menant au très haut niveau. La sélection U21 constitue en effet un maillon essentiel dans la préparation de la relève du

La sélection algérienne des moins de 21 ans a réalisé une excellente opération, lundi soir à Tarente, en dominant son homologue italienne sur le score de 3 à 1, à l'occasion de la deuxième journée du tournoi de football des Jeux méditerranéens 2026.



football algérien. Plusieurs éléments présents à Tarente pourraient, dans quelques années, prétendre à une place au sein de la sélection A. Pour cela, il leur faudra confirmer, poursuivre leur progression et surtout profiter de ce genre de compétitions pour s'aguerrir. Les Jeux méditerranéens ne sont donc pas seulement un tournoi à gagner, mais également un véritable laboratoire pour préparer l'avenir. Dans ce parcours encourageant, Brahim Hemdani mérite également d'être mis en avant. Beaucoup avaient émis des réserves, voire ouvertement critiqué son arrivée à la tête de cette sélection. Deux rencontres auront évidemment été insuffisantes pour

tirer des conclusions définitives, mais le technicien national a déjà apporté une première réponse sur le terrain. Son équipe présente un visage séduisant, affiche de la personnalité et, surtout, sait gagner. Le sélectionneur devra désormais confirmer cette dynamique et mener ses joueurs le plus loin possible dans cette compétition. Mais une chose est déjà certaine : Brahim Hemdani semble disposer des qualités nécessaires pour accompagner cette jeune génération et construire progressivement une équipe compétitive.

H.M.

MANCHESTER CITY

Rayan Aït-Nouri dans de beaux draps

Malgré une préparation réussie et deux buts inscrits, Rayan Aït-Nouri n'a disputé aucune minute lors des deux premières rencontres officielles de Manchester City. Rien ne va pour Rayan Aït-Nouri à Manchester City. Après une première saison perturbée par plusieurs pépins physiques, l'international algérien est désormais disponible, mais son temps de jeu n'a pas décollé. Remplaçant lors du Community Shield perdu contre Arsenal (0-3), puis face à Bournemouth en ouverture de la Premier League, le numéro 21 n'a disputé aucune minute.

La situation interpelle d'autant plus que Nico O'Reilly, souvent présenté comme son principal concurrent à gauche, a été installé au milieu de terrain contre les Cherries. Enzo Maresca a pourtant préféré aligner Joško Gvardiol au poste de latéral gauche. Un choix fort qui fragilise davantage la place de Rayan Aït-Nouri et soulève de sérieuses questions concernant son statut dans la nouvelle hiérarchie de Manchester City. Cette mise à l'écart contraste avec sa préparation encourageante. Le Fennec avait participé aux trois rencontres amicales de City, cumulant 120 minutes

et inscrivant deux buts. Il avait marqué contre les K-League All Stars le 5 août, puis face à l'Atlético de Madrid quatre jours plus tard. Malgré cette efficacité, Rayan Aït-Nouri attend toujours sa première minute officielle de la saison.



autres formations intéressées ces dernières semaines, parmi lesquelles le FC Porto et Hull City.

ENCORE DE BELLES PERFORMANCES

Laribi décroche le bronze en lutte

La délégation algérienne poursuit sa participation aux Jeux Méditerranéens de Tarente-2026 avec de nouveaux résultats enregistrés lundi, marqués notamment par l'obtention d'une médaille de bronze en lutte et une belle victoire de la sélection nationale de football des moins de 21 ans face à l'Italie (3-1), synonyme de qualification aux demi-finales. En lutte libre, l'Algérie a décroché une nouvelle médaille de bronze grâce à Oussama Laribi dans la catégorie des 65 kg. L'Algérien s'est imposé devant l'Espagnol Carlos Alvarez Iglesias sur le score de 14-3. Chez les dames, Chaima Chebila (53 kg), Achouak Djamil Tekouk (57 kg) et Ibtissem Doudou (50 kg) ont atteint les quarts de finale, respectivement face à l'Espagnole Carla Jaume

Soler, la Serbe Milica Perovic et la Grecque Maria Gkika. Malgré leur élimination à ce stade de la compétition, les lutteuses algériennes ont montré un parcours encourageant dans un tournoi relevé. Les représentants algériens en Badminton ont également livré des confrontations disputées et difficiles. Oussama Keddou a été éliminé en huitièmes de finale par l'Egyptien Kareem Ahmed Ezzat (2-1 : 13-21, 21-15, 14-21), tandis que Chiraz Hamili s'est inclinée face à l'Egyptien Nour Ahmed Mohamed Latif (2-1 : 22-20, 11-21, 21-23). Adel Hamek a perdu devant le Portugais Diogo Gloria (2-0 : 18-21, 10-21), alors que Yassmina Chibah a été éliminée en 32es de finale par la Française Leonice Huet (2-0 : 9-21, 10-21). Le chemin des boxeurs algé-

riens s'est également arrêté au cap des quarts de finale. Milissa Hamda (-57 kg) s'est inclinée face à la Turque Ece Asude Ediz, alors qu'Ichrak Chaib (60 kg) a perdu devant la Française Stihelyne Grosy. Youcef Islam Yaich (70 kg) a, de son côté, été battu par l'Espagnol Frank Martinez Bernad. En cyclisme sur route, chez les dames, Nesrine Houili a pris la 19e place sur les 77,7 km, devant Malak Mechab (21e), Imane Maldji (27e) et Yasmine El Meddah (29e), puis Hamza Amari, en messieurs, a terminé à la 18e place. Pour sa part la nageuse Amel Melih a terminé troisième de sa série du 100 m nage libre, sans autant réussir à se qualifier pour la finale, de même que Ramzi Chouchar qui n'a pu parvenir à la finale du 400 m quatre nages. Dans les

sports collectifs, les sélections algériennes de volleyball ont connu des fortunes similaires, avec une défaite des messieurs dans le groupe A, et un revers des dames devant la Turquie (0-3), dans le groupe B. Les deux sélections restent sans victoire dans la phase de poules. Même sorte a été réservée à la sélection nationale féminine de handball, battue par l'Italie (17-27), dans le groupe A. Au classement général des médailles, l'Algérie totalise désormais sept médailles, soit une en or, une en argent et cinq en bronze, et occupe provisoirement la 12e place. Cette nouvelle journée traduit ainsi une participation algérienne marquée par plusieurs performances encourageantes et des parcours qui se poursuivent dans différentes disciplines.

Young Boys

Hadjam vers l'Angleterre

Jaouen Hadjam se rapproche sérieusement de la Premier League. Selon Foot Mercato, le latéral gauche international algérien serait désormais tout proche de rejoindre Brighton, qui aurait trouvé un accord verbal avec les Young Boys pour son transfert. Les deux clubs seraient actuellement concentrés sur les derniers détails administratifs avant de boucler définitivement l'opération.

Après plusieurs semaines de spéculations autour de son avenir, le dossier semble donc entrer dans sa dernière ligne droite. Âgé de 23 ans, Hadjam pourrait franchir un nouveau cap important en découvrant l'un des championnats les plus prestigieux au monde.

La situation du défenseur ces derniers jours laissait déjà présager un départ imminent. Dimanche, il n'a pas participé à la rencontre des Young Boys contre Vaduz. Son entraîneur Gerardo Seoane avait alors expliqué cette décision par l'incertitude entourant son avenir.

«Son avenir est incertain. Les dernières séances d'entraînement nous ont montré à quel point sa tête est ailleurs. Il est actuellement dans la dernière ligne droite d'un transfert potentiel, c'est pourquoi j'ai préféré ne pas le faire jouer.»

Des propos qui prennent désormais une autre dimension alors que Brighton apparaît comme la destination la plus concrète pour l'international algérien. Le club anglais aurait ainsi pris le

dessus sur les autres formations intéressées ces dernières semaines, parmi lesquelles le FC Porto et Hull City.

ESPAGNE

Le Barça vise toujours **Alvarez**

Le bras de fer autour de l'avenir de Julian Alvarez se poursuit, l'Atlético Madrid maintenant sa position de refus de laisser l'attaquant argentin rejoindre le Barça, alors que le joueur ne pense qu'à un transfert vers le club catalan.

Selon le quotidien espagnol «Mundo Deportivo», l'Atlético Madrid traverse une situation compliquée à cause de Julian Alvarez, après une scène marquante survenue dimanche dernier au Riyadh Air Metropolitano : la majorité des supporters du club a sifflé l'attaquant argentin avant, pendant et après la rencontre, avant que le joueur ne se dirige seul vers le tunnel des vestiaires sur recommandation du club, ce qui a creusé le différend entre le club madrilène et l'attaquant argentin. L'Atlético maintient son refus de voir Julian Alvarez rejoindre le Barça, tandis que l'attaquant surnommé «l'Araignée» ne pense qu'à un transfert vers le Barça, alors même que son club n'ouvre la porte à son départ qu'en direction d'Arsenal. Le conflit se poursuit entre l'Atlético Madrid, qui a fixé ses lignes rouges infranchissables par la voix de son président Enrique Cerezo, de son directeur général Miguel Ángel Gil et de son entraîneur Diego Pablo Simeone, et Julian Alvarez, qui ne souhaite que porter le maillot catalan.

Alvarez continue d'affirmer son désir de porter le maillot du Barça, alimentant hier encore son rêve à travers un geste sur un compte de l'application TikTok.

Un utilisateur avait publié il y a deux jours une vidéo comprenant une image de l'attaquant argentin portant le maillot du Barça et réalisant sa célèbre célébration inspirée de Spider-Man, avant qu'Alvarez ne réagisse hier à cette publication en la likant.

Il ne sent pas à l'aise à l'Atlético

Ce geste équivaut à une déclaration claire des intentions d'un joueur qui traverse une situation délicate, après avoir montré clairement qu'il ne se sent pas à l'aise au sein de l'Atlético Madrid, à la suite du non-respect par le club de ce qu'il lui avait promis en février dernier, lorsqu'il l'avait informé qu'il l'autoriserait, à la fin de la saison, à rejoindre la destination de son choix, à condition que le club désireux de le recruter présente une offre correspondant à sa valeur. L'Atlético Madrid court le risque de voir cette situation se solder par un lourd préjudice, que ce soit en manquant l'occasion d'obtenir une bonne somme d'argent en échange du joueur si le mercato se referme sans son départ, ou en gardant Alvarez au sein du club, sans motivation et sans afficher le niveau que l'équipe attend de lui.



Pour l'heure, l'Atlético Madrid tente seulement de manœuvrer afin d'orienter Julian Alvarez vers Arsenal. Le Barça observe ce conflit, tout en s'accrochant à un objectif clair : épuiser toutes ses options pour recruter Alvarez, l'attaquant voulu par Hansi Flick et Deco, et qui constituerait le dernier renfort d'un ef-

fectif que le club a étoffé et conçu pour concourir à tous les titres. Le Barça est conscient de tout ce que fait Alvarez pour réaliser son rêve de porter le maillot catalan, c'est pourquoi il l'attendra jusqu'au bout, quitte à prendre le risque de ne pas recruter un autre attaquant au poste de numéro 9.

Italie**L'AS Rome bat la Fiorentina**

Les deux clubs romains ont idéalement démarré la Serie A. En clôture de la première journée, la Lazio est allée gagner à Bologne sans impressionner (1-0) et l'AS Rome a écrasé la Fiorentina grâce à un triplé de Donyell Malen (4-0).

Peu de spectacle dans la première rencontre de Serie

A du jour entre Bologne et la Lazio Rome. Après une première mi-temps plutôt terne (un seul tir cadré), c'est du buteur sénégalais, Boulaye Dia, qu'est venue la lumière. Après une touche envoyée dans la surface de Bologne et un mauvais contrôle de Davide Frattesi, l'ancien du Stade de Reims a magnifiquement talonné le ballon entre les jambes de son défenseur, dans la course de Frattesi qui a trompé le gardien d'une frappe sèche au premier poteau (59e). Malgré une légère révolte des locaux, la Lazio a tenu en seconde période et s'est imposée pour lancer l'ère Gennaro

Gattuso (1-0). Pour le dernier match de cette première journée, l'AS Rome recevait la Fiorentina et il n'y a pas eu photo. Grâce à un duo Dybala-Malen en feu, trois buts (27e, 52e, 60e) pour l'avant-centre hollandais sur trois passes décisives de «La Joya», les hommes de Gian Piero Gasperini n'ont fait qu'une bouchée de la Viola de Fabio Grosso. Nicolo Pisili est venu parachever le succès des Giallorossi dans les ultimes minutes de la rencontre (4-0). Avec ce large succès, la Louve est seule en tête de Serie A.

Paris FC**Un attaquant surprise attendu**

Le Paris FC estime n'avoir plus besoin de recruter, à une semaine de la fin du mercato. Mais si une belle opportunité se présente pour un attaquant de pointe, le club de la famille Arnault pourrait se positionner.

Marco Neppe avait déjà donné le ton en début de semaine dernière. Le directeur sportif du Paris FC affirmait que «le club, surtout le staff, est très content des profils à sa disposition» et que le mercato, sauf énorme opportunité du marché, était déjà clos dans le sens des arrivées.

Liam Rosenior est allé dans ce sens, vendredi, en conférence de presse d'avant match.

«Nous sommes vraiment heureux avec le groupe dont nous disposons», disait le technicien anglais et qu'une ou plusieurs arrivées devraient répondre à des critères très stricts. «Si d'autres joueurs étaient susceptibles de nous rejoindre d'ici la fin de ce mercato, il faudrait qu'ils apportent une vraie plus-value et surtout qu'ils se fondent rapidement dans le collectif et dans ce qu'on essaie de mettre en place sur le long terme.»

Après le départ surprise de Ciro Immobile, il n'y a officiellement pas de réflexion sur la pertinence de prendre un nouvel attaquant pour suppléer Lassine Sinayoko. Ce rôle, aujourd'hui, est dévolu à Jean-Philippe Krasso (29 ans), seulement 2 buts la saison dernière et absent de la feuille de match samedi soir, et à Omar Sissoko, 20 ans, de retour de prêt à Pau (L2). Comme Neppe, Liam Rosenior a aussi martelé vendredi que ni Ilan Kebbal, ni Moustapha Mbow, ni Adama Camara, ne quitteraient le club cet été: «Ils ne partiront pas, c'est très simple. Je les apprécie tous les trois. Ils m'ont impressionné, pas seulement au travers de leurs qualités de footballeur mais aussi dans leur engagement et leur enthousiasme. Le Paris FC, rappelons-le, n'a pas besoin de vendre. C'est nous qui décidons qui reste et qui part.» Dans un effectif qui compte encore près de 30 joueurs pros, seul Tuomas Ollila, absent samedi du groupe à Troyes, semble se diriger vers la sortie. Le latéral finlandais (26 ans) est annoncé depuis plusieurs jours à Guingamp (L2).

PROCÈS MARADONA**Une autre **bévue** qui questionne**

Un prestataire argentin de soins a admis une méprise sur des examens passés de Diego Maradona, mélangés avec ceux de son père aussi prénommé Diego, bévue qui a entraîné une suspension embarrassante d'une semaine du procès sur la mort de la star. Swiss Medical, mutuelle privée qui dispose de cliniques, a reconnu, dans une missive consultée par l'AFP lundi, que des examens passés «sont restés par erreur enregistrés sous le nom de «Diego Armando Maradona» (le nom complet du joueur), en un seul dossier, quand en réalité il s'agissait «d'examens de deux personnes distinctes», Maradona et son père, décédé en 2015.

La bévue, repérée par un avocat de la défense, a provoqué ces derniers jours la suspension pour une semaine du procès qui se tient depuis mi-avril, à raison de deux audiences par semaine. Le tribunal avait ordonné la saisie de registres et examens médicaux pour vérifier la confusion, à la suite d'une audience qui avait longuement évoqué l'histoire de pathologie rénale de Maradona.

Moment de malaise au tribunal

Le procès reprend jeudi, et le tribunal a par avance affirmé qu'une éventuelle confirmation de l'erreur «n'invalidera pas les autres éléments

de preuve» sur l'histoire médicale de Maradona, ni «les conclusions auxquelles est parvenue la commission médicale» interdisciplinaire sur son cas. Le procès «va suivre son cours normalement», a estimé lundi pour l'AFP Marcelo D'Angelo, avocat d'une fille Maradona, Jana, qui est partie civile. «Nous sommes convaincus qu'on parviendra au même résultat sans tenir compte des conclusions du néphrologue, qui avait été induit en erreur» par la méprise de Swiss Medical. Outre la suspension d'une semaine - en fait seule l'audience de ce mardi a été supprimée -, l'imbroglio avait généré un malaise au procès, faisant ressurgir le spectre d'un recours en nul-

lité. Ce qu'aucune partie n'a suggéré à ce jour. Sept professionnels de santé rejugés après le fiasco d'un premier procès. En 2025, un premier procès Maradona avait dû être annulé au bout de deux mois et demi sur fond de scandale: une juge avait été récusée, pour avoir participé en catimini à la préparation d'une série documentaire sur l'affaire. Sept professionnels de santé (médecin, psychiatre, psychologue, infirmiers), sont donc rejugés, pour potentielles négligences fatales dans le soin de Maradona, mort en novembre 2020 à 60 ans, lors d'une hospitalisation à domicile. Ils encourent jusqu'à 25 ans de prison.



LA CASBAH DE BÉJAÏA

Un palimpseste vivant

PAR BOUALEM B.

La Casbah de Béjaïa s'impose, cet été, comme l'un des rendez-vous culturels majeurs de Béjaïa. C'est un lieu à visiter pour ses murs, bien sûr, mais surtout pour les récits qu'ils continuent de véhiculer. D'une superficie d'environ deux hectares, elle occupe une butte en pente, longue d'une centaine de mètres, tournée vers la mer et pensée autrefois pour surveiller les accès à la cité. Son histoire est ancienne, complexe, parfois difficile à résumer en une seule date. Les sources patrimoniales nationales la présentent comme une citadelle gouvernementale édifiée par les Almohades au milieu du XII^e siècle, vers 1154. D'autres références historiques attribuent à la période hammadide les premières implantations et le développement du site autour du XI^e siècle. Cette différence de datation ne diminue en rien la valeur du lieu. Elle rappelle, au contraire, que la Casbah s'est constituée par strates, au rythme des pouvoirs qui ont marqué Béjaïa. La ville elle-même fut l'un des grands foyers politiques, commerciaux et intellectuels du Maghreb médiéval. Sous les Hammadides, Béjaïa, connue en Méditerranée sous le nom de Bougie, devint une cité prospère, ouverte aux échanges et aux savoirs. Des navires y accostaient, des marchands y circulaient et des savants y séjournaient. La Casbah, placée au centre de ce dispositif, était à la fois un espace de pouvoir, de défense et de prière. Ses murailles racontent cette fonction originelle. Elles dominent les pentes et les anciens passages, tandis que les falaises naturelles renforçaient la protection du site. À l'arrière de la citadelle, les rochers abrupts, les figuiers de Barbarie, les oliviers sauvages et les chênes verts composaient une fortification naturelle que décrivait déjà Louis-Salvador de Habsbourg dans son ouvrage consacré à Bougie, la « perle de l'Afrique du Nord ».

Les siècles inscrits dans la pierre

La Casbah a changé de visage au fil des conquêtes et des administrations. Après la période almohade, elle fut remaniée par les Hafsides, puis transformée après la prise de Béjaïa par les Espagnols en 1510. Ces derniers y édifièrent notamment un grand fort à vocation défensive. Les Ottomans et les Français intervinrent à leur tour sur les bâtiments et les espaces intérieurs, laissant des traces visibles dans l'organisation du site et dans ses constructions. Cette succession d'époques fait l'une des singularités de la citadelle. Ici, l'architecture ne se présente pas comme un ensemble figé ou uniforme. Elle ressemble plutôt à un palimpseste. Chaque pouvoir a laissé son empreinte sur le site sans effacer complètement les empreintes précédentes. Le visiteur y découvre notamment un fort probablement d'origine espagnole, une grande salle voûtée qui aurait servi de poudrière, une maison organisée autour d'un patio, des galeries, une ancienne boulangerie, un hangar et des écuries. Certains bâtiments portent encore les marques des réaménagements ottomans et français. D'autres attendent de retrouver une fonction culturelle pleinement adaptée à leur valeur historique. La mosquée occupe une place particulière dans cet ensemble. D'architecture ancienne, probablement liée à la période almohade, elle aurait été le lieu de prière du gouverneur. Elle est également associée à la mémoire d'Ibn Khaldoun, le grand historien et penseur maghrébin, qui aurait enseigné la

La Casbah de Béjaïa, longtemps endormie sous les ronces et les ruines, vient de retrouver son éclat. Longtemps fermée au public et fragilisée par les années, la citadelle a officiellement rouvert ses portes en avril 2025, à l'occasion du Mois du patrimoine, après l'avancement décisif de son chantier de restauration.



jurisprudence à Béjaïa et officé dans cette mosquée au XIV^e siècle. Les Béjaouis ont pu y prier de nouveau après une très longue période de fermeture. Dans une ville où la mémoire religieuse demeure profondément attachée aux lieux, cette réouverture a dépassé la seule dimension patrimoniale. Elle a permis aux habitants de renouer avec un espace familial, longtemps inaccessible, et aux visiteurs de comprendre que la Casbah n'est pas uniquement une ruine restaurée ; elle est aussi un lieu de vie, de recueillement et de transmission.

Une cité des savoirs

Béjaïa fut une cité de savoir, un carrefour où se rencontraient les traditions intellectuelles du Maghreb, d'Andalousie, d'Italie et du monde méditerranéen. Des figures prestigieuses sont associées à la ville et à son rayonnement : le mystique andalou Ibn Arabi, le mathématicien italien Leonardo Fibonacci, le philosophe catalan Raymond Lulle, Ibn Khaldoun, le poète sicilien Ibn Hamdis, ainsi que des savants, des théologiens et des voyageurs comme Al Idrissi, Ibn Battuta et Léon l'Africain. La liste doit être abordée avec le souci de la nuance historique, les durées et les formes de leurs séjours ne sont pas toujours établies de manière identique selon les sources, mais elle témoigne d'une réalité essentielle. Béjaïa était alors connectée aux grands courants de la pensée méditerranéenne. Le séjour de Fibonacci, notamment, est souvent évoqué dans l'histoire des échanges scientifiques entre le Maghreb et l'Europe. Le mathématicien italien y aurait découvert des méthodes de calcul utilisées dans le monde musulman, avant de contribuer à leur diffusion

en Europe. La Casbah, dans ce récit, devient le symbole d'une ville où le savoir circulait avec les hommes, les caravanes, les navires et les manuscrits. Visiter ses cours et ses bâtiments, c'est donc parcourir bien plus qu'un ancien complexe fortifié. C'est marcher dans un paysage intellectuel où la religion, les mathématiques, la philosophie, la poésie et le commerce se croisaient autour d'une même cité portuaire. La restauration de la Casbah a été engagée après des années de dégradation et de fermeture. Un programme sectoriel doté d'une enveloppe de 30 milliards de centimes a permis de reprendre plusieurs parties essentielles du site. Les travaux, conduits sous la direction de l'architecte Naïma Abdelhamid Mahinad, ont concerné différents édifices et espaces de la citadelle. Au moment de sa réouverture au public, le taux d'avancement de la restauration avait atteint environ 95 %. La maison à patio, la boulangerie, le bastion 1, le hangar et les écuries figuraient parmi les éléments restaurés. Classée patrimoine national, la Casbah a bénéficié d'une protection juridique ancienne, rappelée par les documents patrimoniaux nationaux, qui mentionnent un classement daté du 17 novembre 1903 et sa publication au Journal officiel en 1968. La restauration marque ainsi une nouvelle étape : après avoir été protégée sur le papier, la citadelle retrouve progressivement une place concrète dans la vie culturelle et touristique de Béjaïa.

Une promenade entre ciel et mer

La visite commence par les portes. Elles donnent le ton : bois ancien, pierre usée, ouvertures étroites et passages qui obligent à ralentir. Dans

la Casbah, on ne marche pas comme dans un musée classique. On avance par fragments, en découvrant une cour, un mur, une arcade ou une meurtrière avant de retrouver soudain une vue large sur la ville. Depuis les hauteurs, Béjaïa apparaît dans toute sa géographie : la baie, le port, les quartiers anciens, les reliefs et les routes qui se prolongent vers la vallée de la Soummam. La mer n'est jamais loin. Elle accompagne la visite comme une présence constante, parfois bleue et paisible, parfois lumineuse jusqu'à l'éblouissement sous le soleil d'été. Les amateurs d'architecture remarqueront la diversité des volumes : patios, galeries, salles voûtées, fortifications et bâtiments de service. Les passionnés d'histoire chercheront les traces de chaque période. Les photographes, eux, trouveront dans les contrastes entre la pierre, le ciel et les façades de la ville un décor naturellement théâtral. La réouverture de la Casbah offre aux visiteurs une occasion rare de découvrir un site longtemps inaccessible dans de bonnes conditions. Elle permet aussi de compléter une escapade à Béjaïa par un itinéraire patrimonial qui peut inclure la vieille ville, le fort Gouraya, Bordj Moussa, les remparts et les autres traces de l'histoire antique et médiévale de la région. Pour profiter pleinement de la visite, il est préférable de s'y rendre tôt le matin ou en fin d'après-midi, lorsque la lumière est plus douce et les températures moins fortes. Les visiteurs doivent également respecter les espaces religieux, les parties fragiles du monument et les consignes affichées par les responsables du site. La Casbah mérite enfin d'être visitée avec le regard et les gestes d'un voyageur attentif.

B.B.

Hamidou Messaoudi s'en va

Hamidou Messaoudi, figure de l'édition nationale et ancien commissaire du Salon international du livre d'Alger (SILA), est décédé lundi dernier des suites d'une longue maladie, rapporte l'ENAG. Ses obsèques ont eu lieu le même jour au cimetière de Reghaïa.

Homme d'institution et serviteur passionné des lettres, il laisse l'empreinte d'un gestionnaire rigoureux ayant œuvré sans relâche pour le rayonnement du livre en Algérie. À la tête de l'Entreprise nationale des arts graphiques (ENAG), il a modernisé l'outil de production national, accom-

pagné la création locale et donné vie à de grands projets éditoriaux patrimoniaux. Plus encore, en tant que commissaire du SILA de 2012 à 2019, il a été le maître d'œuvre de la métamorphose de cette manifestation. Sous son impulsion, le salon a été relancé pour s'imposer comme le premier

rendez-vous culturel du pays, mais aussi comme un carrefour incontournable à l'échelle du continent africain et du monde arabe. Hamidou Messaoudi restera dans les mémoires comme un passeur de culture infatigable, dévoué à la promotion des jeunes plumes et au dialogue des cultures.

Trait d'esprit

“Examine si ce que tu promets est juste et possible, car la promesse est une dette.”

Confucius

Le président de la République institue le Prix d'Algérie de la Sira du Prophète

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a institué, par décret présidentiel, le Prix d'Algérie de la Sira du Prophète, avec une édition nationale annuelle et une édition internationale triennale, destinées aux enfants et aux adultes.

Une vague de chaleur jusqu'à 49 degrés aujourd'hui et demain

Une importante vague de chaleur affectera plusieurs wilayas du pays aujourd'hui et demain avec des températures pouvant atteindre 49 degrés, indique un bulletin météorologique spécial (BMS) de l'Office national de la météorologie (ONM). Placée en vigilance « Orange », la canicule concernera notamment les wilayas de Biskra, Ouled Djellal, El Meghaier et El Oued. Les températures maximales oscilleront entre 48 et 49 degrés, tandis que les minimales varieront entre 32 et 36 degrés durant la période de validité du bulletin. Les wilayas de Médéa, Bouira, Bordj Bou Arréridj, Sétif, M'sila, Mila, Constantine, Souk Ahras et Batna seront également touchées, avec des températures maximales comprises entre 43 et 45 degrés et des minimales allant de 26 à 32 degrés. La vague de chaleur concernera aussi Tizi-Ouzou, Aïn Defla, Béjaïa, Jijel, Skikda, Annaba, El Tarf et Guelma. Les températures maximales y varieront entre 44 et 46 degrés, avec des pics locaux pouvant atteindre 47 à 48 degrés. Les températures minimales se situeront entre 28 et 34 degrés. Face à ces fortes chaleurs, il est recommandé de limiter les déplacements durant les heures les plus chaudes, de s'hydrater régulièrement et d'accorder une attention particulière aux enfants, aux personnes âgées et aux malades chroniques.

Hadj 2027 2 000 passeports supplémentaires accordés aux personnes âgées de 70 ans et plus

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a décidé d'accorder un quota supplémentaire de 2 000 passeports pour le Hadj 2027 au profit des citoyens âgés de 70 ans et plus. Cette mesure concerne les personnes ayant participé au tirage au sort au moins dix fois sans avoir été retenues. Un tirage au sort spécial sera organisé samedi 29 août 2026 au niveau des wilayas, en présence des personnes concernées ou de leurs représentants. Cette décision vise à offrir une nouvelle chance à cette catégorie de citoyens d'accomplir les rites du Hadj.

Deux morts et six blessés dans le chavirement d'un bateau au large de Boulimat

Selon la Radio Soummam de Béjaïa, un tragique accident maritime s'est produit hier soir au large de Boulimat, dans la wilaya de Béjaïa, faisant deux morts et six blessés après le chavirement d'un bateau de plaisance. L'accident est survenu vers 19 h 30, à la suite d'une brusque agitation de la mer, selon les précisions de radio Soummama. La forte houle et les vents violents ont considérablement compliqué les opérations de secours et de récupération. Malgré les efforts de bénévoles présents sur place, deux personnes n'ont pu être sauvées. Alertés, les éléments de la Protection civile sont rapidement intervenus pour secourir les victimes. Les six blessés ont été évacués vers l'hôpital Khelil-Amrane de Béjaïa, tandis que les dépouilles ont été transférées vers la morgue du même établissement. Les deux victimes décédées sont un couple de ressortissants étrangers, un homme âgé de 70 ans et son épouse, âgée de 60 ans. Les blessés, âgés de 11 à 82 ans, sont une femme de 82 ans, un homme de 53 ans, une femme de 48 ans, deux jeunes filles de 18 et 16 ans, ainsi qu'une fillette de 11 ans.

Fin de fonctions pour Karim Khelfane Saad Arous aux commandes de l'ANIE

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a signé, lundi, deux décrets présidentiels portant réorganisation de la direction de l'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE), indique un communiqué de la Présidence de la République. En vertu du premier décret, il a été mis fin aux fonctions de Karim Khelfane en qualité de président par



de l'instance chargée de veiller à la régularité, à la transparence et à l'impartialité du processus électoral.

intérim de l'ANIE. Le second décret présidentiel porte nomination de Saad Arous à la présidence de l'Autorité nationale indépendante des élections. Cette décision vient ainsi mettre fin à la période d'intérim assurée par Karim Khelfane et installer Saad Arous à la tête

JOURNAL L'EXPRESS

Nouveau numéro de téléphone :

028 26 99 24

L'EXPRESS

GAZA

Les frappes se poursuivent, le silence international s'épaissit

La bande de Gaza a connu une nouvelle nuit de bombardements, alors que le cessez-le-feu censé protéger la population demeure fragile et régulièrement violé.

Des zones résidentielles, des abris accueillant des familles déplacées et plusieurs infrastructures civiles ont été touchés, faisant de nouvelles victimes parmi les Palestiniens. Selon le Bureau de presse du gouvernement à Gaza, l'armée israélienne poursuit ses attaques contre les habitations et les civils, au mépris du droit international et des engagements liés à la trêve. Lundi, plusieurs frappes et tirs ont fait au moins sept morts, dont des enfants, et plusieurs blessés, d'après des sources médicales citées par des médias internationaux. De nouveaux ordres d'évacuation ont également été émis dans le centre de la bande de Gaza. Ces injonctions ont contraint des milliers de familles à reprendre la route, souvent sans moyens, alors qu'elles avaient déjà été déplacées à plusieurs reprises. Les secouristes et les équipes de la Défense civile poursuivent leurs recherches au milieu des décombres, avec des moyens limités et dans des conditions particulièrement dangereuses. Dans un communiqué, le Bureau de presse de Gaza a dénoncé la poursuite des bombardements contre les civils et les lieux de culte. Il affirme que plus de 21 500 enfants ont été tués depuis le début de la guerre, en octobre 2023. Il fait également état de 1 244 mosquées ciblées sur les 1 275 que compte la bande de Gaza, dont 1 077 auraient été entièrement détruites. Ces chiffres, communiqués par les autorités locales, illustrent l'ampleur des destructions et de la crise



humanitaire qui ravage le territoire. La destruction des lieux de prière s'ajoute à celle des logements, des écoles, des hôpitaux et des infrastructures indispensables à la population. Elle prive des communautés entières de services essentiels, mais aussi de repères sociaux et spirituels au moment où elles affrontent la perte, le déplacement et la faim. Le Bureau de presse du gouvernement à Gaza a appelé les médiateurs internationaux à intervenir de manière urgente et à exercer des pressions effectives afin de faire respecter le cessez-le-feu. Il réclame des mesures concrètes pour protéger les civils palestiniens, en particulier les enfants, et mettre fin aux attaques contre les habitations et les espaces publics. La répétition de ces frappes pose une question qui ne peut plus être éludée. Que vaut un accord de cessez-le-feu lorsqu'il n'est pas accompagné de mécanismes de

contrôle et de conséquences pour ceux qui le violent ? Les déclarations de pré-occupation ne suffisent plus face à une population qui continue de mourir sous les bombes et de fuir d'un quartier à l'autre. Les faits rapportés à Gaza doivent encore être documentés, vérifiés et établis par les instances compétentes. Mais cette exigence de rigueur ne saurait servir de prétexte à l'inaction. Chaque enfant tué, chaque famille déplacée et chaque hôpital menacé rappellent l'urgence d'une protection internationale effective. Les médiateurs et les puissances capables d'influencer les événements disposent des moyens d'agir. Ils doivent les employer pour imposer l'arrêt des attaques, garantir l'accès humanitaire et faire respecter le droit international. À Gaza, le temps des condamnations symboliques doit céder la place à celui des décisions. ■

BOUINAN

Un enfant retrouvé mort, la Gendarmerie lance un appel à témoins

Le corps calciné d'un enfant âgé de cinq ans a été découvert, dimanche dernier, dans une forêt située sur le territoire de Bouinan, dans la wilaya de Blida, après le signalement de sa disparition. Cette découverte tragique a suscité une vive émotion parmi les citoyens. L'enfant, identifié par les initiales K. M., aurait été retrouvé dans la forêt d'El Fernane, à proximité de la réserve naturelle de Chréa. Les circonstances exactes de sa mort restent à déterminer par l'enquête et les conclusions de l'examen médico-légal. Dans un communiqué publié lundi passé, le groupement territorial de la

Gendarmerie nationale de Blida a lancé un appel à témoins afin de recueillir toute information susceptible d'aider à faire la lumière sur cette affaire. Les services de la gendarmerie ont également diffusé la photographie d'un individu identifié par les initiales H. M. A., présenté comme suspecté d'être impliqué dans le meurtre avec préméditation de l'enfant et la mutilation de son cadavre par le feu. Les autorités invitent toute personne ayant aperçu cet individu ou disposant d'informations sur sa localisation à se rapprocher de la brigade de gendarmerie nationale la plus proche, du

parquet du tribunal de Boufarik ou à utiliser les autres moyens de signalement disponibles. La gendarmerie appelle les citoyens à ne pas diffuser de rumeurs ni à tenter d'intervenir directement, mais à transmettre rapidement toute information aux autorités compétentes. Les faits, d'une extrême gravité, font l'objet d'une enquête placée sous l'autorité de la justice. Celle-ci devra établir les circonstances précises de la disparition et du décès de l'enfant, ainsi que les éventuelles responsabilités dans ce drame qui a profondément bouleversé la population. ■